

*Projet présenté par le Conseil d'Etat*

*Date de dépôt : 30 avril 2015*

## **Projet de loi approuvant les états financiers individuels de l'Hospice général pour l'année 2014**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,  
vu l'article 60 de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013;  
vu l'article 31, alinéa 2, lettre a, de la loi sur l'Hospice général, du 17 mars 2006;  
vu l'article 20 du règlement sur l'établissement des états financiers, du 10 décembre 2014;  
vu les états financiers de l'Hospice général pour l'année 2014;  
vu la décision du conseil d'administration de l'Hospice général, entité publique autonome, du 9 mars 2015,  
décrète ce qui suit :

### **Article unique Etats financiers**

<sup>1</sup> Les états financiers individuels de l'Hospice général comprennent :

- a) un bilan annuel;
- b) un compte d'exploitation;
- c) un tableau de variation des capitaux propres;
- d) un tableau des flux de trésorerie;
- e) une annexe contenant un résumé des principes et méthodes comptables, des notes détaillant les différents postes du bilan et du compte d'exploitation, ainsi que les autres informations requises par le référentiel comptable.

<sup>2</sup> Les états financiers pour l'année 2014 sont approuvés.

Certifié conforme  
La chancelière d'Etat : Anja WYDEN GUELPA

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Mesdames et  
Messieurs les députés,

Le projet de loi qui vous est présenté vise à approuver sans réserve les états financiers individuels de l'Hospice général pour l'exercice 2014.

Ce projet de loi est basé sur :

- les « états financiers individuels 2014 » approuvés par le conseil d'administration le 9 mars 2015.
- le « rapport de l'organe de révision » de la même date.

Les états financiers de l'Hospice général pour l'exercice 2014 présentent les données financières suivantes :

- le total du bilan est de 925,4 millions de francs représentant une augmentation de 14,2 millions par rapport à l'exercice 2013 due notamment à :
  - augmentation de 7,4 millions de la valeur du parc de rapport, dont 4 millions liés à l'activation de travaux et 3,4 millions liés à l'écart d'évaluation
  - augmentation de 4.5 millions des immobilisations corporelles liée à l'activation des travaux en cours sur le parc immobilier d'exploitation
  - augmentation de 2,8 millions des créances financières liée essentiellement aux produits à recevoir du Secrétariat d'Etat aux migrations (quatrième trimestre)
  - diminution de 0,5 million des autres postes d'actifs, en particulier liée à l'amortissement des actifs informatiques
- le résultat net d'exploitation se monte à 2,3 millions de francs et se décompose comme suit :
  - Résultat prestations : 0.

L'Etat de Genève couvre la totalité des charges de prestations aux ayants droit (LIAF). En augmentation de 5% (14.4 millions) par rapport à 2013, les prestations nettes aux usagers s'élèvent à 293.9 millions. Ces dernières ont été couvertes par une subvention initiale de 269.2 millions, complétée par 25.0 millions de crédit complémentaire fin 2014, dont 0.3 million ont été retournés à l'Etat.

- Résultat fonctionnement : -1,1 million de francs.

Les charges de fonctionnement de l'Hospice général s'élèvent à 124,7 millions, en augmentation de 1,6 million, dont 1 million pour les charges de personnel en lien avec les mécanismes salariaux. Les recettes hors subvention de l'Etat augmentent de 0,3 million. Le solde (80 millions) est couvert par la subvention de l'Etat à hauteur de 79 millions. Le déficit résiduel sera couvert à l'échéance du mandat de prestation fin 2017 par la réserve constituée lors des mandats précédents.

- Résultat d'évaluation : + 3,4 millions de francs.

Ce résultat exclusivement comptable concerne les immeubles de rapport et met en évidence les évolutions annuelles de valeur de marché du parc, en combinant les tendances du marché immobilier (moins favorables cette année) et les opérations de valorisation.

- le résultat de fonctionnement, en déficit de 1,1 million de francs ne donne pas lieu à une répartition avec l'Etat et sera couvert à l'échéance du mandat par les non dépensés thésaurisés lors des mandats précédents.

Le total des fonds propres est de 677,9 millions en augmentation de 2,3 millions par rapport à 2013, correspondant au résultat annuel mentionné ci-dessus.

L'organe de révision de l'Hospice général a émis son rapport détaillé qui ne comportait aucune réserve et a recommandé d'approuver les comptes annuels. Ces derniers l'ont été lors de la séance du conseil d'administration du 9 mars 2015.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les Députés, de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

Annexe :

*Rapport finances et gestion 2014 – Tome 1 comprenant les états financiers et le rapport de l'organe de révision*

Hospice général – Finances

# Rapport finances et gestion

au 31 décembre 2014



**s'ENGAGER**  
POUR LA **DIGNITÉ**



**Hospice général**  
Institution genevoise d'action sociale

## SOMMAIRE

---

### TOME I

#### SYNTHESE ET ETATS FINANCIERS

- A. Synthèse et chiffres clés
- B. Etats financiers
- C. Annexes aux Etats financiers
- D. Rapport de l'organe de révision

### TOME II

#### RAPPORT DE GESTION

- A. Prestations d'Action sociale (C03)
- B. Prestations d'Aide aux requérants d'Asile (C05)
- C. Résultat de Fonctionnement

### TOME III

#### INDICATEURS

- A. Mandat de prestations
- B. Action sociale
- C. Aide aux migrants
- D. Activités seniors
- E. Services supports

Hospice général – Finances

# Rapport finances et gestion au 31 décembre 2014



## TOME I Synthèse et Etats financiers

**Hospice général**  
Finances  
Rue Ami-Lullin 3  
CP 3360  
1211 Genève 3







Hospice général  
Institution genevoise d'action sociale

## SOMMAIRE

### TOME I - SYNTHÈSE ET ETATS FINANCIERS

|  |     |
|--|-----|
| A. SYNTHÈSE ET CHIFFRES CLÉS .....   | 5   |
| Synthèse .....   | 6   |
| Chiffres clés au 31 décembre 2014 Prestations – Fonctionnement – Evaluation immobilier ..... | 7   |
| B. ETATS FINANCIERS .....  | 9   |
| Bilan annuel .....   | 10  |
| Compte d'exploitation .....  | 12  |
| Tableau de flux de trésorerie .....  | 13  |
| Variation des capitaux propres .....   | 14  |
| C. ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS .....  | 15  |
| A0 – Informations générales .....  | 16  |
| A0-1 – Activités de l'Hospice général et cadre légal .....                                   | 16  |
| A0-2 – Principes régissant l'établissement des comptes annuels .....                         | 16  |
| A0-3 – Système de contrôle interne (SCI) .....   | 20  |
| A1 – Notes du Bilan .....  | 21  |
| A1-1 – Débiteurs .....   | 21  |
| A1-1-0 Synthèse débiteurs .....  | 21  |
| A1-1-1 Débiteurs Fonctionnement .....  | 22  |
| A1-1-2 Débiteurs publics liés aux prestations .....  | 22  |
| A1-1-3 Débiteurs – Usagers à court terme (Asile) .....                                       | 23  |
| A1-1-4 Créances usagers ASOC à Long terme .....  | 24  |
| A1-1-5 Débiteurs Avances AI / SPC .....  | 25  |
| A1-2 – Actifs transitoires .....   | 26  |
| A1-3 – Autres Immobilisations financières .....  | 26  |
| A1-4 – Immobilisations incorporelles .....   | 27  |
| A1-5 – Immobilisations corporelles .....   | 27  |
| A1-6 – Immeubles et terrains .....   | 28  |
| A1-6-1 Immeubles d'exploitation .....  | 29  |
| A1-6-2 Immeubles de rapport et terrains .....  | 30  |
| A1-7 – Actifs affectés .....   | 31  |
| A1-8 – Dettes à court terme .....  | 32  |
| A1-9 – Passifs transitoires .....  | 32  |
| A1-10 – Emprunts hypothécaires .....   | 33  |
| A1-11 – Autres fonds étrangers .....   | 36  |
| A1-12 – Provisions .....   | 36  |
| A1-13 – Subventions d'investissement .....   | 36  |
| A1-14 – Fonds .....  | 37  |
| A1-14-1 Fonds affectés .....   | 37  |
| A1-14-2 Dons et Legs affectés .....  | 38  |
| A2 – Notes complémentaires .....   | 39  |
| A2-1 – Instruments financiers .....  | 39  |
| A2-2 – Gestion des risques financiers .....  | 40  |
| A2-3 – Subventions canton de Genève .....  | 42  |
| A2-4 – Résultat immobilier .....   | 43  |
| A2-5 – Principaux dirigeants .....   | 443 |
| A2-6 – Parties liées .....   | 45  |
| D. RAPPORT DE L'ORGANE DE REVISION .....   | 47  |



# **A. Synthèse et chiffres clés**

Pour l'exercice 2014

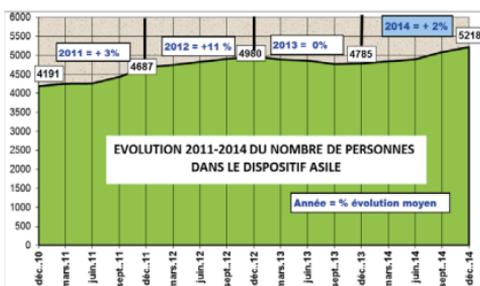
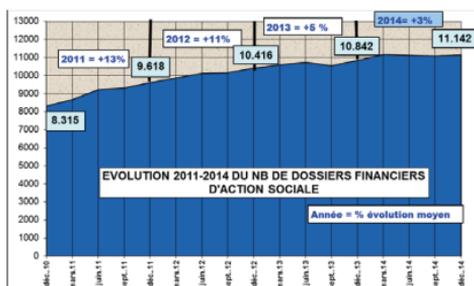
## Synthèse

→ **Résultat Prestations = 0** : L'Etat de Genève couvre la totalité des charges de prestations aux ayants droit (LIAF). En augmentation de 5% (+14.3 mios) par rapport à 2013, les prestations nettes aux usagers de l'Hospice général s'élevaient à 293.9 mios. Ces dernières ont été couvertes par une subvention initiale de 269.2 mios, complétée par 25 mios de crédit complémentaire fin 2014. Un solde non dépensé de 0.3 mios sera restitué à l'Etat.

→ **Résultat Fonctionnement = -1.1 Mios** : Les charges de fonctionnement de l'Hospice général s'élevaient à 124.7 mios, en augmentation de 1.6 mios (1.3%) par rapport à 2013. En parallèle, les recettes propres de l'institution augmentent de 0.3 Mios. Le solde net résiduel (80.1 mios) est donc en légère hausse de 1.3 mios par rapport à 2013, couvert par la subvention de fonctionnement DEAS (79 mios). La perte induite sera couverte par le recours à la réserve conjoncturelle (13.3 Mios au 31.12.2013).

→ **Résultat d'évaluation du parc immobilier = +3.4 mios** : Ce résultat d'évaluation, exclusivement comptable, concerne les immeubles du parc de rapport et met en évidence les évolutions annuelles de la valeur de marché des objets du parc, en combinant les tendances du marché immobilier (relativement stable cette année) et l'impact des opérations de valorisation.

### 1 - Résultat Prestations : 0 (Coût net = 293.9 mios couverts par la subvention de l'Etat)



#### Prestations d'Action Sociale 2014 = CHF 271.4 mios

(Ecart 2013-2014 = + 11.1 mios)

En 2014, le nombre moyen de dossiers suivis à l'Action sociale a **augmenté de 3%**, en net ralentissement néanmoins par rapport à l'augmentation de 2013. La diminution des suppléments d'intégration en septembre 2014 a freiné l'augmentation des charges de prestations, les remboursements des avances AI continuent de baisser (-7.8 mios).

#### Prestations d'Asile 2014 = CHF 22.5 mios

(Ecart 2013-2014 = + 3.3 mios)

Genève a fait face en 2014 à un fort afflux de requérants d'asile (+433 personnes). Le dispositif d'hébergement est surchargé et sous forte tension.

L'ensemble des charges augmente de 2% alors que les prises en charge fédérales baissent légèrement, induisant un report de charge global sur le canton de plus de 3 mios.

### 2- Résultat Fonctionnement : CHF - 1.1 mios (Total Fonctionnement = 80.1 mios)

En 2014, les charges de personnel augmentent de 1% (dotation +23 ept, +2.7%). Les charges globales d'exploitation augmentent aussi de +0.6 Mios (travaux sur les sites AMIG).

En parallèle, le résultat du parc de rapport augmente de 1 mio (stabilité des revenus mais décalage de travaux en 2015), ce qui induit in fine une légère augmentation du solde de fonctionnement à 80.1 mios.

La subvention cantonale est restée stable à 79 mios, laissant un déficit à charge de l'Hospice général de -1.1 mios (-4 mios au budget). Ce déficit sera couvert par le recours à la réserve conjoncturelle constituée par la thésaurisation des non dépensés des mandats de prestation précédents (13.3 Mios)

### 3 - Résultat de l'évaluation du parc immobilier : CHF + 3.4 mios

Selon les normes IPSAS, la réévaluation des actifs immobiliers de rendement de l'institution a lieu chaque année et concerne l'ensemble des objets (immeubles et terrains). Elle indique la valeur du parc de rapport à la fin de l'exercice et tient compte à la fois des évolutions du marché immobilier, des projections de loyers ainsi que des activités de valorisation des biens. Ce résultat est purement comptable et n'a pas de contrepartie en trésorerie. Fin 2014, le parc de rapport est ainsi évalué à 798.5 mios, soit une augmentation de 7.4 mios par rapport à 2013, dont 4 mios de travaux activés, soit 3.4 mios d'écart d'évaluation positif passés au compte de résultat.

# Chiffres clés au 31 décembre 2014

## Prestations – Fonctionnement – Evaluation immobilier

Cette présentation est liée au mode de financement de l'Hospice général selon le mandat de prestations.

|  | Comptes au<br>31.12.2014 | Budget au<br>31.12.2014 | Ecart<br>Budgétaire | Comptes au<br>31.12.2013 | Ecart 2013-<br>2014 |
|--|--------------------------|-------------------------|---------------------|--------------------------|---------------------|
| <i>Chiffres clé en mio CHF</i>                       |                          |                         |                     |                          |                     |
| <b>A) PRESTATIONS ACTION SOCIALE</b>                 |                          |                         |                     |                          |                     |
| Coûts moyens des dossiers action sociale (CHF)       | 2'250                    | 2'292                   | -2%                 | 2'320                    | -3%                 |
| Volume mensuel des dossiers assistés financièrement  | 11'078                   | 10'950                  | 1%                  | 10'608                   | 4%                  |
| Prestations brutes assistance publique               | (304.7)                  | (305.8)                 | 1.1                 | (300.8)                  | (3.9)               |
| Remboursements avancés (AI-SPC-chômage...)           | 29.1                     | 35.7                    | (6.5)               | 37.0                     | (7.8)               |
| Facturation tiers et usagers                         | 4.2                      | 3.8                     | 0.4                 | 3.5                      | 0.6                 |
| <b>PRESTATIONS NETTES ACTION SOCIALE</b>             | <b>(271.4)</b>           | <b>(266.3)</b>          | <b>(5.0)</b>        | <b>(260.3)</b>           | <b>(11.1)</b>       |
| Subvention Etat prestations action sociale           | 271.4                    | 249.9                   | 21.5                | 260.3                    | 11.1                |
| Subvention votée                                     | 271.9                    | 249.9                   | 22.0                | 260.3                    | 11.6                |
| Restitution Etat (-) ou Couv. Deficit (+)            | (0.5)                    |                         | (0.5)               | 0.0                      | (0.5)               |
| <b>RESULTAT SUR PRESTATIONS ACTION SOCIALE (a)</b>   | <b>-</b>                 | <b>(16.5)</b>           | <b>16.5</b>         | <b>-</b>                 |                     |
| <b>B) PRESTATIONS ASILE</b>                          |                          |                         |                     |                          |                     |
| Volume mensuel moyen des dossiers asile              | 2'917                    | 2'837                   | 3%                  | 2'869                    | 2%                  |
| Prestations brutes asile                             | (68.6)                   | (67.6)                  | (0.9)               | (67.1)                   | (1.4)               |
| Prise en charge forfaits ODM                         | 36.8                     | 36.4                    | 0.4                 | 37.9                     | (1.1)               |
| Facturation tiers et usagers                         | 9.3                      | 10.5                    | (1.3)               | 10.0                     | (0.7)               |
| <b>PRESTATIONS NETTES ASILE</b>                      | <b>(22.5)</b>            | <b>(20.7)</b>           | <b>(1.8)</b>        | <b>(19.2)</b>            | <b>(3.3)</b>        |
| Subvention Etat prestations asile                    | 22.5                     | 19.3                    | 3.2                 | 19.2                     | 3.3                 |
| Subvention votée                                     | 22.3                     | 19.3                    | 3.0                 | 19.3                     | 3.0                 |
| Restitution Etat (-) ou Couv. Deficit (+)            | 0.2                      | -                       | 0.2                 | (0.1)                    | 0.3                 |
| <b>RESULTAT SUR PRESTATIONS ASILE (b)</b>            | <b>-</b>                 | <b>(1.4)</b>            | <b>1.4</b>          | <b>-</b>                 |                     |
| <b>TOTAL PRESTATIONS AUX USAGERS HG</b>              |                          |                         |                     |                          |                     |
|  | <b>(293.9)</b>           | <b>(287.0)</b>          | <b>(6.8)</b>        | <b>(279.5)</b>           | <b>(14.4)</b>       |
| Subvention Etat prestations HG                       | 293.9                    | 269.2                   | 24.7                | 279.5                    | 14.4                |
| Subvention votée                                     | 294.2                    | 269.2                   | 25.0                | 279.6                    | 14.6                |
| Restitution Etat (-) ou Couv. Deficit (+)            | (0.3)                    | -                       | (0.3)               | (0.1)                    | (0.2)               |
| <b>1 - RESULTAT PRESTATIONS (a) + (b)</b>            | <b>-</b>                 | <b>(17.9)</b>           | <b>17.9</b>         | <b>-</b>                 |                     |
| <b>C) FONCTIONNEMENT</b>                             |                          |                         |                     |                          |                     |
| Charges de personnel                                 | (105.0)                  | (106.5)                 | 1.5                 | (104.0)                  | (1.0)               |
| Charges d'exploitation                               | (19.7)                   | (19.8)                  | 0.1                 | (19.2)                   | (0.6)               |
| <b>Charges de fonctionnement</b>                     | <b>(124.7)</b>           | <b>(126.3)</b>          | <b>1.6</b>          | <b>(123.1)</b>           | <b>(1.6)</b>        |
| Subventions hors Etat (ODM, subv. invest.)           | 13.3                     | 13.2                    | 0.1                 | 14.2                     | (0.9)               |
| Autres produits (pensions, ventes diverses,...)      | 2.9                      | 2.9                     | (0.1)               | 2.7                      | 0.2                 |
| Résultat immobilier                                  | 28.4                     | 27.5                    | 0.9                 | 27.4                     | 1.0                 |
| <b>Produits propres de fonctionnement</b>            | <b>44.6</b>              | <b>43.7</b>             | <b>0.9</b>          | <b>44.4</b>              | <b>0.3</b>          |
| <b>Coût net de fonctionnement</b>                    | <b>(80.1)</b>            | <b>(82.6)</b>           | <b>2.5</b>          | <b>(78.8)</b>            | <b>(1.3)</b>        |
| Subvention Etat fonctionnement                       | 79.0                     | 78.6                    | 0.4                 | 78.4                     | 0.6                 |
| <b>Résultat fonctionnement avant répartition</b>     | <b>(1.1)</b>             | <b>(4.0)</b>            | <b>2.9</b>          | <b>(0.4)</b>             | <b>(0.7)</b>        |
| Utilisation réserve mandat de prestations            |                          |                         |                     |                          |                     |
| <b>2 - RESULTAT FONCTIONNEMENT APRES REPARTITION</b> | <b>(1.1)</b>             | <b>(4.0)</b>            | <b>2.9</b>          | <b>(0.4)</b>             | <b>(0.7)</b>        |
| <b>3 - REEVALUATION PARC IMMOBILIER</b>              | <b>3.4</b>               |                         |                     | <b>19.0</b>              | <b>(15.6)</b>       |
| <b>RESULTAT NET HOSPICE GENERAL</b>                  | <b>2.3</b>               |                         |                     | <b>18.6</b>              | <b>(16.3)</b>       |



## **B. Etats financiers**

Pour l'exercice 2014

# Bilan annuel

Au 31 décembre 2014

| ACTIF   | Ncote  | 31.12.2014     | 31.12.2013     | Evolution<br>2014 |
|---|--------|----------------|----------------|-------------------|
|   |        | kCHF           | kCHF           | kCHF              |
| <b>Actif courant</b>                              |        |                |                |                   |
| <b>Liquidités</b>                                 |        | <b>1'802</b>   | <b>1'282</b>   | <b>520</b>        |
| Caisses   |        | 46             | 46             |                   |
| PostFinance (prestations)                         |        | 1'381          | 695            | 686               |
| Banques (BCGE)                                    |        | 375            | 541            | - 166             |
| <b>Débiteurs</b>                                  | A1-1   | <b>17'825</b>  | <b>15'058</b>  | <b>2'767</b>      |
| Débiteurs - Fonctionnement                        |        | 5'888          | 4'377          | 1'511             |
| Débiteurs prestations - Garants et org. publiques |        | 11'526         | 10'036         | 1'490             |
| Débiteurs prestations - Usagers                   |        | 411            | 645            | - 234             |
| <b>Actifs transitoires</b>                        | A1-2   | <b>18'671</b>  | <b>18'947</b>  | <b>- 276</b>      |
| Produits à recevoir                               |        | 3'113          | 4'393          | - 1'280           |
| Charges payées d'avance                           |        | 15'558         | 14'554         | 1'004             |
| <b>Stocks</b>                                     |        |                | <b>59</b>      | <b>- 59</b>       |
| Stocks  |        |                | 59             | - 59              |
| <b>Total de l'actif courant</b>                   |        | <b>38'298</b>  | <b>35'346</b>  | <b>2'952</b>      |
| <b>Actif non-courant</b>                          |        |                |                |                   |
| <b>Immobilisations financières</b>                |        | <b>32'599</b>  | <b>32'517</b>  | <b>82</b>         |
| Créances usagers Asoc à long terme                | A1-1-4 | 12'140         | 11'346         | 794               |
| Rembt AI/SPC                                      | A1-1-5 | 18'924         | 19'720         | - 796             |
| Autres immobilisations financières                | A1-3   | 1'535          | 1'451          | 84                |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>              | A1-4   | <b>1'149</b>   | <b>2'116</b>   | <b>- 967</b>      |
| Licences  |        | 1'102          | 1'710          | - 608             |
| Développements informatiques                      |        | 47             | 406            | - 359             |
| <b>Immobilisations corporelles</b>                |        | <b>40'279</b>  | <b>35'807</b>  | <b>4'472</b>      |
| Immeubles d'exploitation                          | A1-6   | 38'509         | 33'466         | 5'043             |
| Matériel, mobilier, véhicules, informatique       | A1-5   | 1'770          | 2'341          | - 571             |
| <b>Immeubles de rapport et terrains</b>           | A1-6   | <b>798'487</b> | <b>791'045</b> | <b>7'442</b>      |
| Terrains + droits de superficie                   |        | 47'115         | 47'115         |                   |
| Immeubles de rapport                              |        | 751'372        | 743'930        | 7'442             |
| <b>Actifs affectés</b>                            | A1-7   | <b>14'564</b>  | <b>14'357</b>  | <b>207</b>        |
| Actifs des fonds affectés                         |        | 14'564         | 14'357         | 207               |
| <b>Total de l'actif non-courant</b>               |        | <b>887'078</b> | <b>875'842</b> | <b>11'236</b>     |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>                           |        | <b>925'377</b> | <b>911'188</b> | <b>14'189</b>     |

| <b>PASSIF</b>                                     | Note  | 31.12.2014     | 31.12.2013     | Evolution<br>2014 |
|---|-------|----------------|----------------|-------------------|
|   |       | kCHF           | kCHF           | kCHF              |
| <b><u>Fonds étrangers</u></b>                     |       |                |                |                   |
| <b>Passifs courants</b>                           |       |                |                |                   |
| Dettes à court terme (fournisseurs, créanciers)   | A1-8  | 2'903          | 2'896          | 7                 |
| Dettes financières à court terme                  | A1-8  | 40'893         | 20'604         | 20'289            |
| Passifs transitoires                              | A1-9  | 16'271         | 21'012         | - 4'741           |
| <b>Total des passifs courants</b>                 |       | <b>60'067</b>  | <b>44'512</b>  | <b>15'555</b>     |
| <b>Passifs non courants</b>                       |       |                |                |                   |
| <b>Dettes à long terme</b>                        |       |                |                |                   |
|   |       | <b>168'606</b> | <b>169'819</b> | - 1'213           |
| Subventions à restituer                           | A1-11 |                | 4'766          | - 4'766           |
| Fonds de bienfaisance Ville de Genève             | A1-11 |                | 7'765          | - 7'765           |
| Emprunts hypothécaires et crédits de construction | A1-10 | 166'053        | 154'923        | 11'130            |
| Autres fonds étrangers                            | A1-11 | 2'553          | 2'365          | 188               |
| <b>Provisions</b>                                 | A1-12 | <b>283</b>     | <b>1'239</b>   | - 956             |
| <b>Subventions d'investissement</b>               | A1-13 | <b>2'320</b>   | <b>3'901</b>   | - 1'581           |
| <b>Fonds</b>                                      | A1-14 | <b>16'231</b>  | <b>16'228</b>  | 3                 |
| Fonds affectés                                    |       | 14'564         | 14'357         | 207               |
| Dons et legs affectés                             |       | 1'591          | 1'795          | - 204             |
| Fonds divers                                      |       | 76             | 76             |                   |
| <b>Total des passifs non-courants</b>             |       | <b>187'440</b> | <b>191'187</b> | <b>- 3'747</b>    |
| <b><u>Total des fonds étrangers</u></b>           |       | <b>247'507</b> | <b>235'699</b> | <b>11'808</b>     |
| <b><u>Fonds propres</u></b>                       |       |                |                |                   |
| Fortune   |       | 677'845        | 672'165        | 5'678             |
| Subvention fonctionnement 2010-2013 non dépensée  |       |                | 2'313          | - 2'313           |
| Résultat de l'exercice après répartition          |       | - 1'078        |                | - 1'078           |
| Réserve HLM                                       |       | 1'104          | 1'011          | 93                |
| <b><u>Total des fonds propres</u></b>             |       | <b>677'871</b> | <b>675'489</b> | <b>2'382</b>      |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>                            |       | <b>925'377</b> | <b>911'188</b> | <b>14'189</b>     |

# Compte d'exploitation

Pour l'exercice 2014

|  | Note | Comptes        |                | BUDGET        | Ecart budget | Comptes        |               | Ecart 2013-2014 |
|--|------|----------------|----------------|---------------|--------------|----------------|---------------|-----------------|
|  |      | 31.12.2014     | 31.12.2014     | 31.12.2014    |              | 31.12.2013     | En %          |                 |
|  |      | kCHF           | kCHF           | En %          |              | kCHF           | En %          |                 |
| <b>Revenus d'exploitation</b>                                  |      | <b>386'139</b> | <b>361'037</b> | <b>7.0%</b>   |              | <b>372'110</b> | <b>3.8%</b>   |                 |
| <b>Subventions et contributions publiques</b>                  |      |                |                |               |              |                |               |                 |
| Subventions - Canton de Genève                                 | A2-3 | 372'830        | 347'791        | 7.2%          |              | 357'882        | 4.2%          |                 |
| Subvention cantonale Etat - Prestations Assoc                  |      | 271'866        | 249'866        | 8.8%          |              | 260'266        | 4.5%          |                 |
| Subvention cantonale Etat - Prestations AMIG                   |      | 22'323         | 19'323         | 15.5%         |              | 19'323         | 15.5%         |                 |
| Subvention cantonale- DIP Etab l. jeunes                       |      |                |                |               |              |                |               |                 |
| Couv déficit (+) ou restitution sub v. prest (-)               |      | -330           | -              | -             |              | -84            | 295.3%        |                 |
| Subvention cantonale Etat - Fonctionnement                     |      | 78'971         | 78'602         | 0.5%          |              | 78'377         | 0.8%          |                 |
| Utilisation (+) ou dotation (-) non dépensée mandat prestation |      |                |                |               |              |                |               |                 |
| Subventions - Confédération (ODM Fonctionnement)               |      | 10'449         | 10'411         | 0.4%          |              | 10'678         | -2.1%         |                 |
| Contributions publiques Genève (Ville GE, fds formation)       |      | 851            | 855            | -0.4%         |              | 859            | -0.9%         |                 |
| Utilisation de subventions d'investissement                    |      | 2'009          | 1'980          | 1.4%          |              | 2'691          | -25.4%        |                 |
| <b>Produits d'exploitation</b>                                 |      | <b>53'480</b>  | <b>53'604</b>  | <b>-0.2%</b>  |              | <b>54'707</b>  | <b>-2.2%</b>  |                 |
| ASOC : remboursements garants publics                          |      | 3'696          | 3'100          | 19.2%         |              | 2'780          | 32.9%         |                 |
| AMG : refacturation ODM  |      | 36'808         | 36'381         | 1.2%          |              | 37'950         | -3.0%         |                 |
| Remboursements - Collectivités publiques                       |      | 40'504         | 39'481         | 2.6%          |              | 40'730         | -0.6%         |                 |
| ASOC : remboursements de tiers                                 |      | 482            | 690            | -29.1%        |              | 755            | -36.1%        |                 |
| AMG : remboursements de tiers                                  |      | 9'253          | 10'505         | -11.9%        |              | 9'969          | -7.2%         |                 |
| Remboursements de tiers  |      | 9'736          | 11'185         | -13.0%        |              | 10'724         | -9.2%         |                 |
| Produits des pensions (établissements)                         |      | 1'306          | 1'440          | -9.3%         |              | 1'357          | -3.7%         |                 |
| Utilisation des dons et fonds affectés                         |      | 786            | -              | -             |              | 976            | -19.4%        |                 |
| Autres produits d'exploitation                                 |      | 1'148          | 1'498          | -23.3%        |              | 920            | 24.9%         |                 |
| <b>Produits immobiliers</b>                                    |      | <b>28'449</b>  | <b>27'517</b>  | <b>3.4%</b>   |              | <b>27'435</b>  | <b>3.7%</b>   |                 |
| Produits nets - Parc immobilier                                | A2-4 | 28'205         | 27'270         | 3.4%          |              | 27'116         | 4.0%          |                 |
| Autres produits immobiliers                                    |      | 244            | 247            | -1.2%         |              | 320            | -23.7%        |                 |
| Reprises sur provisions  |      | -              | -              | -             |              | 51             | -             |                 |
| <b>Total des revenus d'exploitation</b>                        |      | <b>468'068</b> | <b>442'158</b> | <b>5.9%</b>   |              | <b>454'304</b> | <b>3.0%</b>   |                 |
| <b>Charges d'exploitation</b>                                  |      |                |                |               |              |                |               |                 |
| <b>Prestations d'aides accordées</b>                           |      | <b>344'098</b> | <b>337'715</b> | <b>1.9%</b>   |              | <b>330'960</b> | <b>4.0%</b>   |                 |
| <b>Prestations action sociale</b>                              |      | <b>275'544</b> | <b>270'106</b> | <b>2.0%</b>   |              | <b>263'830</b> | <b>4.4%</b>   |                 |
| Prestations brutes (ASF)                                       |      | 304'692        | 305'783        | -0.4%         |              | 300'803        | 1.3%          |                 |
| Remboursements AI/SPC et organismes officiels                  |      | -29'148        | -35'677        | -18.3%        |              | -36'973        | -21.2%        |                 |
| <b>Prestations asile</b>                                       |      | <b>68'554</b>  | <b>67'609</b>  | <b>1.4%</b>   |              | <b>67'130</b>  | <b>2.1%</b>   |                 |
| Prestations assistance et santé AMIG                           |      | 38'690         | 37'981         | 1.9%          |              | 37'885         | 2.1%          |                 |
| Prestations logement AMIG                                      |      | 27'809         | 28'232         | -1.5%         |              | 27'722         | 0.3%          |                 |
| Prestations indirectes et pertes débiteurs                     |      | 2'055          | 1'396          | 47.2%         |              | 1'524          | 34.8%         |                 |
| <b>Charges de Fonctionnement</b>                               |      | <b>124'911</b> | <b>126'145</b> | <b>-1.0%</b>  |              | <b>123'604</b> | <b>1.1%</b>   |                 |
| Charges de personnel   |      | 104'953        | 106'493        | -1.4%         |              | 103'967        | 0.9%          |                 |
| Charges d'exploitation   |      | 16'651         | 17'132         | -2.8%         |              | 15'486         | 7.5%          |                 |
| Charges liées aux établissements                               |      | 365            | 398            | -8.3%         |              | 357            | 2.4%          |                 |
| Charges - Fonds et dons affectés                               |      | 786            | -              | -             |              | 976            | -19.4%        |                 |
| Amortissements   |      | 2'156          | 2'122          | 1.6%          |              | 2'818          | -23.5%        |                 |
| <b>Total des charges d'exploitation</b>                        |      | <b>469'009</b> | <b>463'860</b> | <b>1.1%</b>   |              | <b>454'563</b> | <b>3.2%</b>   |                 |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>                                 |      | <b>-941</b>    | <b>-21'702</b> | <b>-95.7%</b> |              | <b>-260</b>    | <b>262.0%</b> |                 |
| <b>Résultat financier</b>                                      |      | <b>-138</b>    | <b>-138</b>    | <b>-0.7%</b>  |              | <b>-136</b>    | <b>0.9%</b>   |                 |
| <b>RESULTAT NET D'EXPLOITATION</b>                             |      | <b>-1'078</b>  | <b>-21'840</b> | <b>-95.1%</b> |              | <b>-396</b>    | <b>172.2%</b> |                 |
| <b>RESULTAT DE REEVALUATION IMMOBILIER</b>                     |      | <b>3'366</b>   |                | <b>-</b>      |              | <b>18'995</b>  | <b>-82.3%</b> |                 |
| <b>RESULTAT NET HOSPICE GENERAL</b>                            |      | <b>2'288</b>   | <b>-21'840</b> | <b>n.d.</b>   |              | <b>18'598</b>  | <b>-87.7%</b> |                 |

# Tableau de flux de trésorerie

Pour l'exercice 2014

|   | 31.12.2014<br>kCHF | 31.12.2013<br>kCHF |
|---|--------------------|--------------------|
| <b>Activités opérationnelles</b>                                    |                    |                    |
| Résultat de l'exercice avant répartition                            | (1'078)            | (396)              |
| Résultat financier  | 3'456              | 3'545              |
| Amortissements  | 3'084              | 3'741              |
| Variation des provisions  | (956)              | 896                |
| Variation des provisions et ajustements sur débiteurs               | 8'089              | 10'393             |
| <b>Autofinancement</b>  | <b>12'595</b>      | <b>18'179</b>      |
| Subvention à restituer  | 330                | 84                 |
| (Augmentation) / Diminution des créances et débiteurs               | (10'881)           | (6'493)            |
| (Augmentation) / Diminution des actifs affectés                     | (207)              | (127)              |
| (Augmentation) / Diminution des autres actifs courants              | 276                | 195                |
| Augmentation / (Diminution) des comptes créanciers                  | 7                  | 1'112              |
| Augmentation / (Diminution) des passifs transitoires                | (4'741)            | (1'255)            |
| <b>Flux de trésorerie résultant des activités d'exploitation</b>    | <b>(2'620)</b>     | <b>11'695</b>      |
| <b>Activités d'investissement</b>                                   |                    |                    |
| Acquisition de mobilier, machines, véhicules, informatique          | (273)              | (746)              |
| Investissements immobiliers   | (10'047)           | (5'869)            |
| Investissements immobilisations incorporelles                       | (345)              | (72)               |
| (Augmentation)/Diminution autres immobilisations financières        | (84)               | 24                 |
| Augmentation/(Diminution) de la réserve HLM                         | 93                 |                    |
| <b>Flux de trésorerie résultant d'opérations d'investissement</b>   | <b>(10'656)</b>    | <b>(6'663)</b>     |
| <b>Cash flow libre</b>  | <b>(13'276)</b>    | <b>5'032</b>       |
| <b>Activités de financement</b>                                     |                    |                    |
| Augmentation / (Diminution) des fonds affectés                      | 207                | 127                |
| Augmentation/(Diminution) subvention d'investissement               | (1'581)            | (1'985)            |
| Augmentation / (Diminution) provenant d'emprunts hypothécaires      | 11'130             | 5'347              |
| Encaissements / (Remboursements) provenant d'autres fonds étrangers | 188                | 43                 |
| Augmentation/(Diminution) dettes à long terme                       | (12'531)           |                    |
| Encaissements / (Utilisation) nets résultants de donations          | (204)              | (214)              |
| Intérêts hypothécaires  | (3'319)            | (3'409)            |
| Autres résultats financiers   | (138)              | (136)              |
| <b>Flux de trésorerie résultant des activités de financement</b>    | <b>(6'247)</b>     | <b>(227)</b>       |
| <b>VARIATION NETTE DES LIQUIDITES</b>                               | <b>(19'523)</b>    | <b>4'805</b>       |

|                                | Détail des liquidités |                       |
|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|
|                                | au 31.12.2014<br>kCHF | au 01.01.2014<br>kCHF |
| Caisse                         | 46                    | 46                    |
| Poste                          | 1'381                 | 695                   |
| Banque                         | 375                   | 541                   |
| Compte courant gestion usagers | (66)                  | (146)                 |
| Compte courant cash pooling    | (40'497)              | (20'374)              |
| <b>Total</b>                   | <b>(38'761)</b>       | <b>(19'238)</b>       |

VARIATION NETTE DES LIQUIDITES

(19'523)

## Variation des capitaux propres

Pour l'exercice 2014

|   | CAPITAL historique | Réserve conjoncturelle HG | Réserve de réévaluation Immobilier | Ecart d'évaluation annuel | Total Fortune propre | Subvention Fonctionnement non dépensée | Résultat après répartition | Réserve HLM  | Total des fonds propres |
|---|--------------------|---------------------------|------------------------------------|---------------------------|----------------------|--|----------------------------|--------------|-------------------------|
| <b>Etat au 31 décembre 2011 (KCHF)</b>                                  | <b>103'117</b>     | <b>5'916</b>              | <b>446'655</b>                     | <b>62'430</b>             | <b>618'118</b>       | <b>4'298</b>                           |                            | <b>992</b>   | <b>623'408</b>          |
| Ajustement de début d'exercice  |                    |                           | 62'430                             | (62'430)                  | 0                    |  |                            |              | 0                       |
| Variation de la réserve HLM   |                    |                           |                                    |                           | 0                    |  |                            | 18           | 18                      |
| Part du résultat de l'exercice à charge HG (yc réévaluation Immobilier) |                    |                           |                                    | 29'974                    | 29'974               | 137                                    |                            |              | 30'111                  |
| <b>Etat au 31 décembre 2012 (KCHF)</b>                                  | <b>103'117</b>     | <b>5'916</b>              | <b>509'085</b>                     | <b>29'974</b>             | <b>648'092</b>       | <b>4'435</b>                           |                            | <b>1'011</b> | <b>653'538</b>          |
| Ajustement de début d'exercice  |                    | 5'079                     | 29'974                             | (29'974)                  | 5'079                | (1'979)                                |                            |              | 3'100                   |
| Variation de la réserve HLM   |                    |                           |                                    |                           | 0                    |  |                            |              | 0                       |
| Part du résultat de l'exercice à charge HG (yc réévaluation Immobilier) |                    |                           |                                    | 18'995                    | 18'995               | (143)                                  |                            |              | 18'852                  |
| <b>Etat au 31 décembre 2013 (KCHF)</b>                                  | <b>103'117</b>     | <b>10'996</b>             | <b>539'058</b>                     | <b>18'995</b>             | <b>672'165</b>       | <b>2'313</b>                           | <b>0</b>                   | <b>1'011</b> | <b>675'490</b>          |
| Ajustement de début d'exercice  |                    | 2'313                     | 18'995                             | (18'995)                  | 2'313                | (2'313)                                |                            |              | 0                       |
| Variation de la réserve HLM   |                    |                           |                                    |                           | 0                    |  |                            | 93           | 93                      |
| Part du résultat de l'exercice à charge HG (yc réévaluation Immobilier) |                    |                           |                                    | 3'366                     | 3'366                |  | (1'078)                    |              | 2'288                   |
| <b>Etat au 31 décembre 2014 (KCHF)</b>                                  | <b>103'117</b>     | <b>13'309</b>             | <b>558'054</b>                     | <b>3'366</b>              | <b>677'846</b>       | <b>0</b>                               | <b>(1'078)</b>             | <b>1'104</b> | <b>677'872</b>          |

## **C. Annexes aux états financiers**

Pour l'exercice 2014

## A0 – Informations générales

### A0-1 – Activités de l'Hospice général et cadre légal

Institution genevoise d'action sociale, l'Hospice général est un établissement de droit public, régi notamment par :

- La nouvelle constitution genevoise du 14 octobre 2012, entrée en vigueur le 1er juin 2013 ; arts 212 à 215 (action sociale) et art 98 (aliénation d'immeubles).
- la loi sur l'Hospice général, du 17 mars 2006 (J 4 07) et le règlement concernant l'Hospice général approuvé par le Conseil d'Etat le 18 avril 2007.
- la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle, du 22 mars 2007 (J 4 04) et le règlement d'exécution de la loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle, du 25 juillet 2007 (J 4 04.01) ;
- la loi fédérale sur l'asile, du 26 juin 1998 (RS 142.31) et la loi fédérale sur les étrangers, du 16 décembre 2005 (RS 142.20)

L'établissement a son siège à Genève, Cours de Rive 12, 1204 Genève.

En tant qu'établissement de droit public subventionné, l'Hospice général est sous la tutelle du Département de l'Emploi, des Affaires sociales et de la Santé (DEAS)

L'Hospice général assure un éventail d'activités variées et polyvalentes, dont les principales sont :

- l'action sociale incluant l'aide financière aux personnes et familles sans ressources suffisantes,
- l'accueil, l'action sociale incluant l'aide financière et l'hébergement aux requérants d'asile,
- la prévention par l'animation socioculturelle pour les personnes âgées,
- la prévention et l'information sociale pour l'ensemble de la population,
- la gestion du patrimoine immobilier de l'institution.

Les états financiers de l'Hospice général au 31.12.2014 ont été approuvés par le Conseil d'administration le 09.03.2015.

Un mandat de prestations 2014-2017 entre l'Etat de Genève et l'Hospice général définit les prestations et les objectifs à atteindre par l'institution ainsi que le plan financier pluriannuel et la contribution de l'Etat en termes de fonctionnement. Pour chacune de ces prestations, le mandat définit aussi des indicateurs de mesure d'atteinte des objectifs. L'institution fournit ces indicateurs ainsi qu'un ensemble d'autres indicateurs de gestion dans son tableau de bord annuel.

### A0-2 – Principes régissant l'établissement des comptes annuels

#### **1. Normes comptables**

Dans le cadre de la LGAF, l'Hospice général est soumis aux normes IPSAS et au règlement sur l'établissement des états financiers (REEF) qui précise notamment les normes applicables ainsi que les dérogations aux normes au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

*Art. 6 Dérogations aux normes IPSAS applicables à compter de l'exercice 2012*

#### **1. Les dérogations aux normes IPSAS pour l'établissement des états financiers sont les suivantes :**

- a) *les engagements de prévoyance relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi des institutions de prévoyance ne doivent pas être comptabilisés (IPSAS 25);*
- b) *le montant total des rémunérations et avantages accordés aux membres proches de la famille des principaux dirigeants ne doit pas être publié dans les états financiers (IPSAS 20).*

#### **2. Si une entité choisit de ne pas appliquer les dérogations ci-dessus, elle doit alors faire une application intégrale des normes IPSAS.**

## 2. **Juste valeur**

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale. La juste valeur est déterminée par référence aux prix cotés sur un marché actif.

Lorsque leur juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable (absence de marché actif, inadéquation des techniques d'évaluation de la juste valeur par l'analyse des flux de trésorerie actualisés, ou par la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance), les instruments de capitaux propres (participations) sont évalués au coût.

## 3. **Liquidités**

Les liquidités se répartissent entre une caisse principale, des comptes postaux et des comptes bancaires. Le compte bancaire principal est soumis à un cash pooling automatique avec les comptes de l'Etat et ce dans le cadre de la convention tripartite « argent » signée entre l'HG, le DSE et le DF.

## 4. **Prêts et créances (Débiteurs)**

Les prêts et créances sont des actifs financiers assortis de paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont initialement enregistrés à la juste valeur. Les postes débiteurs à l'actif du bilan entrent dans cette catégorie et sont présentés nets de l'ajustement de valeur effectué. Les détails de ces ajustements figurent dans les notes annexes.

## 5. **Actifs et passifs transitoires**

Les actifs et passifs transitoires (charges payées d'avance ou à payer et produits à recevoir ou payés d'avance) permettent de délimiter des charges et produits de l'exercice en vertu des principes de comptabilité à l'engagement et d'étanchéité des exercices.

## 6. **Immobilisations financières (Actifs et passifs financiers)**

Les actifs et passifs financiers détenus par l'Hospice général dans le cadre des fonds affectés (cf. point 19) sont évalués à la valeur de marché (valeurs au 31/12 fournies par les établissements bancaires gestionnaires pour les titres, ou évalués selon la méthode DCF pour les immeubles).

Les variations de juste valeur de ces actifs et passifs financiers, les dividendes reçus, ainsi que les intérêts perçus ou payés sont comptabilisés en résultat dans la comptabilité du fonds concerné.

## 7. **Actifs financiers détenus jusqu'à échéance :**

Les garanties bancaires de loyers concernant des appartements loués par des usagers de l'action sociale (comptes bancaires de cautions bloquées jusqu'au remboursement de la garantie par l'usager ou la fin du contrat de bail), les garanties bancaires de loyers des immeubles d'exploitation loués par l'institution et les réserves légales HLM d'immeubles de rapport propriété de l'HG sont considérés comme des actifs financiers détenus jusqu'à échéance.

Les actifs des fonds affectés (cf. point 19) sont également considérés comme détenus jusqu'à échéance.

## 8. **Actifs financiers disponibles à la vente**

Un actif disponible à la vente est un actif financier non dérivé qui est désigné comme tel. Ces actifs sont évalués à la juste valeur par le biais des fonds propres (réserve de réévaluation). En revanche, les pertes de valeurs et les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêts effectif sont reconnus directement en résultat. Si l'actif est cédé ou déprécié, le profit ou la perte préalablement comptabilisé en réserve de réévaluation est inclus dans le résultat de la période. Les dividendes sur les actifs disponibles à la vente sont comptabilisés en résultat lorsque le droit à recevoir ces dividendes est établi.

L'HG ne détient pas d'actif considéré comme disponible à la vente selon cette définition.

## 9. **Immobilisations corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont des actifs qui sont propriété de l'Hospice général, soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être mis à la disposition de tiers, soit à des fins administratives et dont on s'attend à ce qu'ils soient utilisés sur plus d'un exercice. Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur historique des biens.

## 10. **Immeubles de placement et terrains : habituellement nommé « parc de rapport Hospice général »**

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers (bâtiments) ou des terrains détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital.

De par la Constitution de la République et canton de Genève, il existe une restriction quant à la vente de ces immeubles.

### ☞ Information de la juste valeur des actifs immobiliers de placement :

Les immeubles de placement sont réévalués à leur juste valeur depuis 2010.

L'institution procède chaque année à l'évaluation de son parc immobilier de rapport à la juste valeur (selon la méthode DCF - Discounted Cash Flow) et fait appel à un expert indépendant pour évaluer les actifs dont la valeur a évolué notablement, notamment les immeubles ayant fait l'objet de travaux à fort impact sur les loyers. Pour les autres immeubles, une réévaluation, en interne, sur la base de l'état locatif constaté et des taux de capitalisation validés par expert est effectuée chaque année.

Dans tous les cas, la totalité du parc de rapport est réévaluée par un expert externe en tranches de 5 ans maximum.

**11. Provisions :**

Les provisions correspondent à des passifs de l'Hospice général vis-à-vis de tiers, dont l'échéance et/ou le montant est incertain. Un passif est compris ici comme une obligation actuelle de l'Hospice général, résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques. En outre, le montant de l'obligation doit pouvoir être estimé de manière fiable.

**12. Dons et legs :**

Les dons et legs ayant une affectation spécifique figurent au passif du bilan de l'institution, alors que les dons et legs sans affectation entrent dans ses revenus.

En conséquence, les dons et legs en espèces ou sous forme de papiers valeurs reçus par l'Hospice général sans affectation spéciale sont enregistrés dans le compte de résultat.

**13. Prestations d'aide financière et remboursements de tiers :**

Au sens des normes comptables, les prestations d'aide financière et les remboursements de tiers sont reconnus en charge respectivement positives ou négatives. Seuls les remboursements issus de facturation sont enregistrés en produits.

Principe d'engagement : les charges et produits d'aide financière sont comptabilisés sur la période d'aide considérée. Ainsi, les charges payées en décembre au titre du mois de janvier seront comptabilisées en charges en janvier.

En outre, les prestations versées et les remboursements reçus au titre d'une période précédente déjà clôturée sont reconnus respectivement en charges et en produits dans la période où ils sont constatés. Ainsi, une aide payée en avril au titre du mois de décembre de l'exercice précédent sera comptabilisée en charge en avril.

**14. Charges de personnel :**

Les charges de personnel comprennent principalement les traitements et autres avantages à court terme versés aux collaborateurs de l'Hospice général au titre de l'exercice écoulé. Ces avantages sont passés en charge selon leur période d'engagement, qui correspond généralement au moment de leur paiement.

A ce titre, l'Hospice général comptabilise dans ses passifs transitoires les engagements à long terme dus aux collaborateurs et notamment :

- Les engagements contractés au titre des départs en retraite anticipés (PLEND), qui sont enregistrés au moment de la décision de départ à la retraite.
- Les charges relatives à la prévoyance professionnelle sur la base des cotisations payées ou échues à la date de clôture.
- Les engagements relatifs aux soldes de vacances et heures complémentaires/supplémentaires reportées.
- Au sens du REEF, Chapitre III Art.6 lettre a), et en dérogation à IPSAS 25 : les engagements de prévoyance relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi des institutions de prévoyance ne sont pas comptabilisés (Voir Note A0-2-1).

**15. Location de biens immobiliers :**

Les produits de location de biens immobiliers ou provenant de droit de superficie sont répartis dans le temps suivant la durée du contrat, selon un principe d'échéance.

**16. Subventions :**

En cohérence avec les entités qui le subventionnent, l'Hospice général comptabilise les subventions reçues ou à recevoir correspondant aux prestations financées par ces mêmes subventions pour l'exercice clos.

**17. Dettes à long terme :**

Les emprunts hypothécaires et autres crédits de construction ainsi que la part de résultat de fonctionnement à restituer à l'Etat à l'échéance du mandat de prestations, font notamment partie des dettes à long terme.

La part du résultat de fonctionnement à restituer à l'Etat est néanmoins reclassée en court terme la dernière année du contrat de prestation.

**18. Règles d'activation des travaux :**

Les dépenses postérieures à l'acquisition d'un élément, qui a déjà été reconnu en tant qu'immobilisation corporelle, doivent être ajoutées à la valeur comptable de l'actif lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs ou un potentiel de service qui dépassent le niveau de performance le plus récemment mesuré pour cet actif, iront à l'entité.

Dès lors, sont considérées comme des dépenses activables, celles qui ont pour conséquence d'allonger la durée de vie utile de l'actif, d'augmenter la capacité de l'actif, d'améliorer substantiellement la qualité de la production ou d'en abaisser le coût.

A contrario, les dépenses qui ont pour effet de restaurer ou de maintenir le niveau de performance d'une immobilisation corporelle doivent être comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues. Ainsi, l'entretien courant nécessaire au maintien d'un actif est toujours enregistré en charge dans le compte de fonctionnement.

## 19. Gestion des fonds affectés :

### 1. Gestion des fonds affectés :

#### Comptabilisation :

- L'actif et le passif des Fonds figurent à part égale au bilan de l'HG. En parallèle, conformément aux normes, l'Hospice général comptabilise les attributions annuelles des fonds ainsi que leurs frais de gestion en charges d'exploitation et un montant équivalent d'utilisation de ces fonds est passé en produits.
- Evaluation : les actifs et passifs des Fonds affectés sont évalués selon les mêmes principes que l'Hospice général (juste valeur)
- Compte tenu du caractère très restrictif des conditions d'attribution des Fonds affectés (en lien avec la volonté des testataires), et du fait qu'un non-respect de ces conditions pourrait conduire pour certains fonds à la restitution aux représentants des testataires des capitaux confiés, nous comptabilisons ces Fonds affectés dans les fonds étrangers de l'Institution.

Cadre général et principes généraux (Extraits du document validé par le Conseil d'administration le 7 septembre 2009).

Les fonds de l'Hospice général élaborent leur règlement tenant compte des testaments et le soumettent au Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration de l'Hospice général nomme les membres des comités des fonds au début de chaque législature.

Le Conseil d'administration de l'Hospice général supervise le fonctionnement et approuve les comptes des fonds. Il délègue la fonction de gestion courante et de comptabilité à la Direction générale de l'Hospice général. En ce qui concerne la gestion des actifs des fonds, la Direction peut désigner des mandataires (banques, gérants externes ou régies).

Mandat gestion des titres : suite à l'analyse des titres effectuée sur ces 10 dernières années, les mandats de gestion ont été revus avec les gestionnaires en charge de nos portefeuilles. De nouveaux mandats ont été rédigés et soumis au Conseil d'administration le 7 septembre 2009. Plus précis, ils fixent le profil de placement et un indice de référence.

### 2. Amortissements

Les taux et catégories d'amortissement prévoient, suivant la méthode linéaire, les taux annuels et les durées d'amortissements suivants :

| <u>Nature</u>                        | <u>Taux</u> | <u>Durée</u> |
|--------------------------------------|-------------|--------------|
| Camion, véhicules spéciaux           | 10%         | 10 ans       |
| Mobilier                             | 12.5%       | 8 ans        |
| Machine et matériel                  | 20%         | 5 ans        |
| Véhicule                             | 20%         | 5 ans        |
| Informatique (matériel)              | 20%         | 5 ans        |
| Informatique (logiciel et progiciel) | 33%         | 3 ans        |

Immobilisations corporelles : L'amortissement des immeubles d'exploitation est réparti selon une ventilation, par composants, de la valeur d'origine d'une immobilisation.

Quatre composants ont été définis (non compris le terrain dont la durée d'utilité est illimitée) :

| <u>Composant</u>                         | <u>Taux</u> | <u>Durée</u> |
|--|-------------|--------------|
| Gros Œuvre                               | 1.25%       | 80 ans       |
| Façades/fenêtres/menuiseries extérieures | 4%          | 25 ans       |
| Toiture                                  | 5%          | 20 ans       |
| Installation                             | 5%          | 20 ans       |

### 3. Processus budgétaire – Analyses d'écarts.

Les montants de budget qui figurent dans les états financiers correspondent à ceux validés par le Conseil d'administration de l'institution. Dans la mesure où les subventions votées par le Grand Conseil divergent des budgets votés par le Conseil d'administration, cela génère des écarts qui sont mentionnés comme tels dans les états financiers. Ces écarts sont connus et discutés tant avec le Conseil d'Etat qu'avec le Grand conseil, et l'approbation du budget de l'Hospice général les mentionne explicitement.

Les principaux écarts entre le réalisé et le budget annuel sont mentionnées dans les états financiers (Synthèse et Compte d'exploitation) et les explications figurent à la fois dans la note de synthèse et dans les notes du rapport de gestion.

Le service contrôle de gestion anime le processus budgétaire avec la direction financière au sein de la direction budgétaire. Le processus budgétaire est marqué par une forte décentralisation au niveau des fonctions qui portent chacune leurs hypothèses et chiffres.

Le processus budgétaire est interactif et fait l'objet de validations successives multiples, tant en interne qu'avec le département jusqu'à la votation du budget de l'Etat par le Grand Conseil.

Les étapes de la procédure sont les suivantes :

1. Elaboration au niveau des fonctions et validation en direction → envoi mars N-1

En préalable à tout chiffrage de budget, les hypothèses et options stratégiques pour l'année sous revue sont analysées par les directions de fonction et font l'objet d'une synthèse présentée et discutée en comité de direction.

2. Validation du pré-budget par le Conseil d'administration → envoi juin N-1

La direction générale et le directeur financier présentent le budget au comité d'audit puis au Conseil d'administration. Cette version est transmise au département de tutelle.

3. Confrontation du budget HG et de la subvention Etat ; processus Etat.

Le processus Etat suit un cours parallèle au processus budgétaire HG. Les informations de cadrage sont transmises par le chef du département. Les écarts éventuels entre les options Etat et les options HG sont arbitrées par la direction et le Conseil d'administration ; le budget HG peut faire l'objet de nouvelles validations avec le Conseil d'administration.

L'Hospice général est auditionné sur son budget par la commission des finances du Grand Conseil dans le cadre de l'examen du budget de l'Etat.

4. Vote du budget de l'Etat (Montants de subventions principales) et version finale validée par le Conseil d'administration.

A l'issue du processus parlementaire, les subventions finales (prestations et fonctionnement) sont votées. Les éventuels changements sont intégrés dans la version finale du budget HG qui est validée par le Conseil d'administration en début d'année. Elle sert de base au contrôle budgétaire

5. Contrôles budgétaires trimestriels

Sur la base des boucllements intermédiaires trimestriels, un contrôle budgétaire est effectué avec les fonctions et les projections annuelles sont réactualisées, permettant d'informer en amont le Conseil d'administration et le Département de tutelle de l'évolution des écarts (notamment en cas de besoin de subvention complémentaire).

#### 4. **Présentation sectorielle**

La présentation des chiffres clés (page 6) correspond à la présentation sectorielle telle qu'attendue par l'Etat de Genève.

- **Prestations aux usagers** : les activités de l'Hospice général figurent sous deux politiques publiques : C03-Action sociale et C 05-Asile. Elles font l'objet à ce titre de deux lignes de subventions distinctes et par conséquent d'une présentation spécifique de nos états financiers. Les prestations aux usagers sont couvertes par la garantie de déficit de l'Etat.
- **Fonctionnement** : les engagements liés au fonctionnement de l'Hospice général, et dont le cadre est réglé dans le mandat de prestations, sont couverts par une subvention spécifique et font par conséquent l'objet d'une présentation ad hoc.
- **Immobilier** : le résultat de réévaluation immobilier est mentionné séparément dans l'ensemble de nos états financiers (voir note A2-4).

## **A0-3 – Système de contrôle interne (SCI)**

Le cadre général du système de contrôle interne (SCI) de l'Hospice général a été donné par le conseil d'administration (CA) dans un document qui décrit les principes et le cadre légal dans lequel se déploie le SCI (**Principes du SCI** - 29/06/09).

- > **Les composantes du système de contrôle interne** de l'Hospice général ont été validées par le CA du 05 octobre 2009 et sont décrites de manière détaillée dans le document « **Description du SCI et environnement de contrôle** » et ses annexes :
- > **Gestion des risques : la cartographie des risques institutionnels majeurs** ainsi que les **matrices de risque détaillées par processus** (aide aux RA, action sociale, finances, ressources humaines, systèmes d'information, établissements, immobilier), sont revues chaque année par les responsables de processus (administrateurs) et validées par le Conseil d'administration en fin d'exercice.
- > **Activités de contrôle** : elles comprennent les procédures opérationnelles formalisées, les tableaux de bord, leurs indicateurs et l'ensemble des unités et services qui effectuent des activités de contrôle. Des testings spécifiques sont réalisés par le contrôle de gestion centralisé et l'unité d'audit interne.
- > **L'information et communication** : englobe tous les outils de reporting (tableaux de bord, le flash mensuel, bilan social, rapport d'activité) vers les parties prenantes internes ou externes.
- > **Les opérations de suivi en continu du SCI** : sont placées sous la surveillance du contrôle de gestion et de l'audit interne. Les plans d'actions découlant des observations et recommandations, mises en évidence par l'analyse des risques, sont suivis par un comité de pilotage ad hoc, puis relayés ensuite au niveau de la direction et du comité d'audit. Ce dernier se réunit deux fois par an à la fois sur le suivi des plans d'actions, et sur la mise à jour de l'analyse de risques. Les constatations et recommandations du comité d'audit sont validées ensuite annuellement par le Conseil d'administration.

## A1 – Notes du Bilan

### A1-1 – Débiteurs

#### A1-1-0 Synthèse débiteurs

| En KCHF                                | 31.12.2014    | 31.12.2013    | Ecart        | Ecart 2013-2014 |
|--|---------------|---------------|--------------|-----------------|
| Débiteurs Fonctionnement               | 5'888         | 4'377         | 34.5%        | 1'511           |
| Débiteurs Publics - Prestations        | 11'526        | 10'036        | 14.8%        | 1'490           |
| Débiteurs Usagers                      | 411           | 645           | -36.3%       | -234            |
| <b>Total Débiteurs Courants</b>        | <b>17'825</b> | <b>15'058</b> | <b>18.4%</b> | <b>2'767</b>    |
| Débiteurs AI-SPC                       | 18'924        | 19'720        | -4.0%        | -796            |
| Débiteurs Usagers ASOC                 | 12'140        | 11'346        | 7.0%         | 794             |
| <b>Total Débiteurs Non-Courants</b>    | <b>31'064</b> | <b>31'066</b> | <b>0.0%</b>  | <b>-2</b>       |
| <b>Total Débiteurs Hospice général</b> | <b>48'889</b> | <b>46'124</b> | <b>6.0%</b>  | <b>2'765</b>    |
| Soit Créances brutes totales =         | 130'586       | 119'994       | 8.8%         | 10'592          |
| - Ajustement de valeur total           | -81'697       | -73'869       | 10.6%        | -7'828          |

#### Synthèse des variations annuelles :

| En KCHF                          | Débiteurs<br>fonctionnement | Débiteurs<br>publics -<br>prestations | Débiteurs usagers<br>(AMIG) | Avances AI / SPC | Créances<br>usagers ASOC<br>à long terme |
|----------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|------------------|--|
| <b>Solde au 1.1.2014</b>         | <b>4'377</b>                | <b>10'036</b>                         | <b>645</b>                  | <b>19'720</b>    | <b>11'346</b>                            |
| Augmentation                     | 13'337                      | 41'034                                | 7'271                       | 33'040           | 14'264                                   |
| Diminution                       | -12'083                     | -39'649                               | -6'909                      | -29'627          | -10'776                                  |
| Transfert de dette               |                             |                                       | -439                        |                  | 440                                      |
| Variation d'ajustement de valeur | 257                         | 106                                   | -157                        | -4'209           | -3'134                                   |
| <b>Solde au 31.12.2014</b>       | <b>5'888</b>                | <b>11'526</b>                         | <b>411</b>                  | <b>18'924</b>    | <b>12'140</b>                            |

L'ensemble des débiteurs de l'institution est évalué à la juste valeur, à savoir que les créances brutes font l'objet d'un abattement en fonction du risque de non récupération desdites créances, posé selon la nature des débiteurs (Publics ou usagers) et/ou des processus mêmes d'évaluation de la créance (remboursements AI par exemple)

En 2014, le volume net débiteur augmente de 2.8 mios (+6%).

## A1-1-1 Débiteurs Fonctionnement

| En KCHF   | 31.12.2014   | 31.12.2013   | Ecart        | Ecart 2013-2014 |
|---|--------------|--------------|--------------|-----------------|
| Débiteurs immobilier                              | 1'604        | 710          | 125.8%       | 893             |
| <i>Ajustement de valeur Débiteurs Immobiliers</i> | -127         | -297         | -57.4%       | 170             |
| Forfaits ODM (Part Fonctionnement)                | 3'754        | 3'401        | 10.4%        | 353             |
| Débiteurs divers                                  | 738          | 729          | 1.2%         | 9               |
| <i>Ajustement de valeur Débiteurs Divers</i>      | -80          | -166         | -51.9%       | 86              |
| <b>Total Débiteurs Fonctionnement</b>             | <b>5'888</b> | <b>4'377</b> | <b>34.5%</b> | <b>1'511</b>    |

**Débiteurs immobilier** : correspond aux postes débiteurs loyers du parc immobilier, diminués des ajustements de valeurs liés aux risques de recouvrement, ainsi qu'aux montants en provenance des régies qui gèrent le parc de rapport.

**Forfaits ODM – Fonctionnement** : correspond à la quote-part fonctionnement (T4 uniquement) des forfaits FG1 (requérants d'asile), FG2 (réfugiés statutaires), administratifs et aide d'urgence en provenance de l'ODM.

**Débiteurs divers** : autres postes liés à l'exploitation de l'institution (Maisons de vacances, Formation...). Ces positions font l'objet d'un abattement de valeur.

## A1-1-2 Débiteurs publics liés aux prestations

| En KCHF  | 31.12.2014    | 31.12.2013    | Ecart        | Ecart 2013-2014 |
|--|---------------|---------------|--------------|-----------------|
| BIE Canton de Genève   | 220           | 250           | -12.0%       | -30             |
| Confédération (ODM)  | 9'765         | 8'883         | 9.9%         | 881             |
| Convention Franco-Suisse                                       | 5'808         | 4'962         | 17.0%        | 846             |
| OFJP   | 79            | 118           | -32.5%       | -38             |
| Cantons  | 1'462         | 785           | 86.3%        | 677             |
| <i>Ajustement de valeur débiteurs garants</i>                  | -5'808        | -4'962        | 17.0%        | -846            |
| <b>Total Débiteurs Prestations - Garants et Org. Publiques</b> | <b>11'526</b> | <b>10'036</b> | <b>14.8%</b> | <b>1'490</b>    |

**BIE Canton Genève** : solde à recevoir selon la convention de partenariat du 24/09/2013 avec le Bureau pour l'intégration des Etrangers (BIE) et relatif à la prise en charge des actions d'intégration de certaines catégories de requérants d'asile.

**Confédération (ODM)** : seuls figurent sur ce poste les montants relatifs aux prestations aux usagers des forfaits de prise en charge par la Confédération des requérants d'asile relatifs au 4ème trimestre 2014.

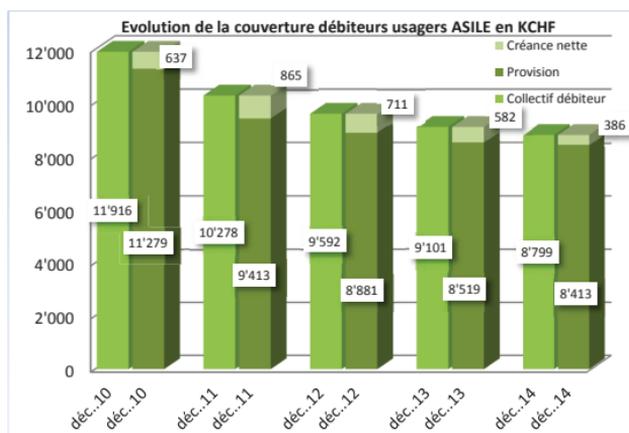
**Convention Franco-Suisse** : cette position comptabilise les montants d'assistance pris en charge dans le cadre de la convention Franco-Suisse. Cette convention est en passe d'être dénoncée, et des échanges ont eu lieu en ce sens dans le cadre de la conférence inter cantonale des directeurs de l'action sociale. Compte tenu du risque attendu de non-paiement, la totalité des créances a été provisionnée.

**OFJP et Cantons** : Sommes dues par les cantons d'origine des usagers de l'assistance publique ou pour certains cas par la confédération (OFJP) dans le cadre de la refacturation des prestations d'assistance.

## A1-1-3 Débiteurs – Usagers à court terme (Asile)

| En KCHF   | 31.12.2014 | 31.12.2013 | Ecart         | Ecart 2013-2014 |
|---|------------|------------|---------------|-----------------|
| Débiteurs - usagers ASOC (Dette alimentaire/allocation indépendant) | 25         | 63         | -59.8%        | -38             |
| Débiteurs - usagers AMIG  | 8'799      | 9'101      | -3.3%         | -302            |
| Ajustement de valeur Débiteurs usagers AMIG                         | -8'413     | -8'519     | -1.2%         | 106             |
| Total Débiteurs - Usagers AMIG                                      | 386        | 582        | -33.7%        | -196            |
| <b>Total débiteurs usagers</b>                                      | <b>411</b> | <b>645</b> | <b>-36.3%</b> | <b>-234</b>     |

| Ajustement de valeur Débiteurs usagers AMIG (KCHF) | 2014         | 2013         | Ecart        | Ecart 2013-2014 |
|--|--------------|--------------|--------------|-----------------|
| Ajustement à l'ouverture                           | 8'519        | 8'880        | -4.1%        | -361            |
| Utilisation de provision                           | -421         | -265         | 59.0%        | -156            |
| Dissolution (-) / Constitution (+) de provision    | 315          | -96          | n.d.         | 412             |
| <b>Ajustement à la clôture</b>                     | <b>8'413</b> | <b>8'519</b> | <b>-1.2%</b> | <b>-106</b>     |



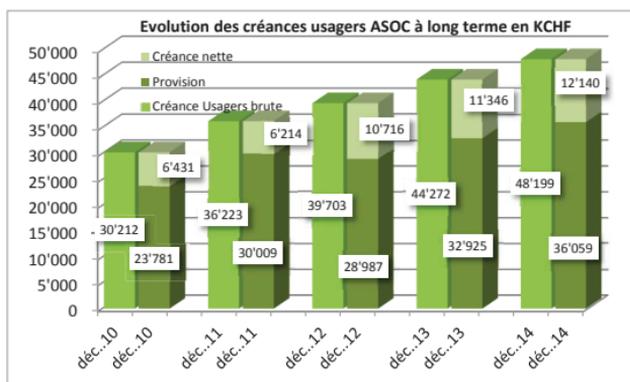
Cette position comptabilise en net :

- les créances à court terme des usagers ASOC (dette alimentaire et allocation indépendant)
- les créances des débiteurs usagers AMIG (facturation aux indépendants des participations aux frais d'assistance, de santé et d'hébergement) diminuées d'un ajustement de valeur (provision) calculé selon la nature de la population concernée et l'ancienneté de la créance.
  - o Note : depuis les 6 dernières années, le montant des créances est en constante diminution, reflet de deux éléments :
    - Les actions de relance et de recouvrement faites auprès de ces populations.
    - Les transferts des dettes et des provisions associées vers l'ASOC (ex requérants AMIG aidés maintenant par l'ASOC).

## A1-1-4 Créances usagers ASOC à long terme

| En KCHF   | 31.12.2014    | 31.12.2013    | Ecart       | Ecart 2013-2014 |
|---|---------------|---------------|-------------|-----------------|
| Créances usagers constatées                     | 48'159        | 44'232        | 8.9%        | 3'927           |
| Ajustement de valeur Créances usagers ASOC      | -36'059       | -32'925       | 9.5%        | -3'134          |
| Autres débiteurs contentieux                    | 40            | 39            | 0.6%        | 0               |
| <b>Total Créances à long terme usagers Asoc</b> | <b>12'140</b> | <b>11'346</b> | <b>7.0%</b> | <b>794</b>      |

| Ajustement de valeur Créances usagers ASOC à LT (KCHF) | 2014          | 2013          | Ecart       | Ecart 2013-2014 |
|--|---------------|---------------|-------------|-----------------|
| Ajustement à l'ouverture                               | 32'925        | 28'987        | 13.6%       | 3'938           |
| Utilisation de provision                               | -474          | -559          | -15.2%      | 85              |
| Dissolution (-) / Constitution (+) de provision        | 3'608         | 4'497         | -19.8%      | -889            |
| <b>Ajustement à la clôture</b>                         | <b>36'059</b> | <b>32'925</b> | <b>9.5%</b> | <b>3'134</b>    |



Ce poste comptabilise au montant net (brut – abattement de valeur) les **créances à long terme des usagers ASOC** (prestations à rembourser par les usagers, que les dossiers soient actifs ou non) et pour lesquelles les remboursements s'échelonnent sur de très longues durées à la mesure de la capacité de remboursement :

- **Dossiers actifs** (23.5 mios) : les remboursements sur dossiers encore suivis par le terrain se font par retenue effectuée par les assistants sociaux sur les montants versés mensuellement.
- **Dossiers inactifs** (24.7 mios) : dossiers gérés par le service de recouvrement.

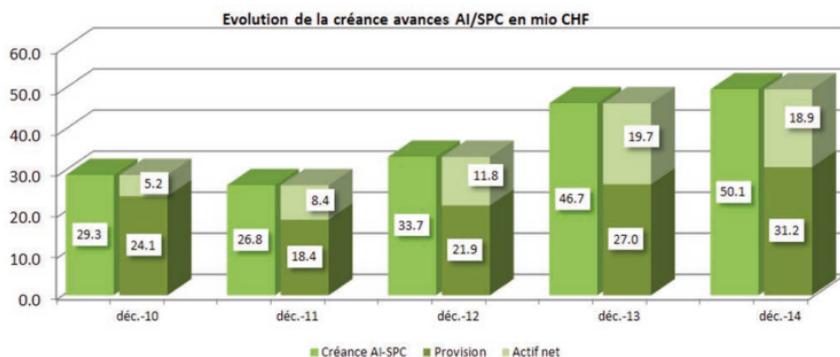
La créance brute continue d'augmenter fortement, en lien avec l'augmentation du nombre d'usagers au cours des cinq dernières années et le renforcement des contrôles effectués sur les dossiers en cours.

Le montant brut est diminué d'un ajustement de valeur (provision) calculé en tenant compte du risque de non-recouvrement et de la capacité de remboursement des usagers :

- Dossiers actifs : provision calculée = 50%.
- Dossiers Recouvrement : provision = 100%.

## A1-1-5 Débiteurs Avances AI / SPC

| En KCHF   | 31.12.2014    | 31.12.2013    | Ecart        | Ecart 2013-2014        |
|---|---------------|---------------|--------------|------------------------|
| Créances AI / SPC                               | 50'134        | 46'720        | 7.3%         | 3'413                  |
| Ajustement de valeur créances AI / SPC          | -31'209       | -27'000       | 15.6%        | -4'209                 |
| <b>Total créances AI / SPC</b>                  | <b>18'924</b> | <b>19'720</b> | <b>-4.0%</b> | <b>-796</b>            |
| <b>Ajustement de valeur créances AI / SPC</b>   | <b>2014</b>   | <b>2013</b>   | <b>Ecart</b> | <b>Ecart 2013-2014</b> |
| Ajustement à l'ouverture                        | 27'000        | 21'861        | 23.5%        | 5'139                  |
| Utilisation de provision                        | -13'861       | -6'632        | 109.0%       | -7'229                 |
| Dissolution (-) / Constitution (+) de provision | 18'070        | 11'771        | 53.5%        | 6'299                  |
| <b>Ajustement à la clôture</b>                  | <b>31'209</b> | <b>27'000</b> | <b>15.6%</b> | <b>4'209</b>           |



Ce poste correspond au montant net des créances enregistrées envers l'assurance invalidité (AI) et le service des prestations complémentaires (SPC) pour les prestations d'assistance versées aux usagers en attente de décision de prise en charge AI/SPC.

- **Constatation de créances exercice** : la totalité des créances potentielles, déterminées par l'ouverture par l'utilisateur d'une demande de prise en charge rétroactive par l'AI, est passée en créances dans l'exercice.

- **Solde créances au bilan** : à fin 2014, le **solde ouvert est de 50.1 mios**. Il concerne 1'716 dossiers en attente de décision, dont 66% ont moins de 2 ans.

On constate en 2014 encore une augmentation du volume de créances (+3.4 mios), ces hausses continues proviennent en partie d'un changement de pratique au sein de l'AI ; en effet, une rente d'invalidité n'est accordée que si la capacité de gain ou d'accomplir les travaux habituels ne peut être rétablie, maintenue ou améliorée par des mesures de réadaptation raisonnablement exigibles.

- o Le taux de non remboursement sur les dossiers clôturés est passé de 42% en 2013 à 47% à fin 2014, ce qui nous a contraint à augmenter notre provision.

- **Ajustement de valeur** : - 31.2 mios

Cet abattement estimé sur les créances pour prendre en compte les taux de non prise en charge par l'AI reste un point d'**incertitude importante** qui dépend de décisions de tiers. Ceci nous incite à poursuivre une gestion prudente des hypothèses de provision. Le taux de non remboursement retenu pour les dossiers encore ouverts fin 2014 est de **55% vs 50% en 2013** (voir ci-dessus).

## A1-2 – Actifs transitoires

| En KCHF                              | 31.12.2014    | 31.12.2013    | Ecart         | Ecart 2013-2014 |
|--------------------------------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|
| Produits à recevoir prestations      | 2'691         | 3'598         | -25.2%        | -907            |
| Produits à recevoir exploitation     | 422           | 796           | -47.0%        | -374            |
| <b>Produits à recevoir</b>           | <b>3'113</b>  | <b>4'393</b>  | <b>-29.1%</b> | <b>-1'280</b>   |
| Prestations payées d'avance          | 15'334        | 14'498        | 5.8%          | 836             |
| Charges payées d'avance exploitation | 225           | 56            | 299.3%        | 168             |
| <b>Charges payées d'avance</b>       | <b>15'558</b> | <b>14'554</b> | <b>6.9%</b>   | <b>1'004</b>    |
| <b>Total Actifs transitoires</b>     | <b>18'671</b> | <b>18'947</b> | <b>-1.5%</b>  | <b>-276</b>     |

**Produits à recevoir prestations** : ce poste comprend l'estimation des facturations d'assistance aux garants pour le 4<sup>ème</sup> trimestre 2014 ainsi que l'estimation (délimitation de période) des produits à recevoir en 2015 sur prestations 2014.

**Produits à recevoir exploitation** : ce poste comprend tous les autres produits à recevoir liés à l'exploitation (mandats immobilier, FDRH...).

**Prestations payées d'avance (action sociale et asile)** : concerne tous les reclassements de prestations par période d'aide (assistance payée en décembre pour les périodes futures), ainsi que les avances faites au courtier en charge des frais de santé des requérants.

**Charges payées d'avance exploitation** : concerne toutes les charges de fonctionnement payées en 2014 et concernant 2015 (primes d'assurances notamment).

## A1-3 – Autres Immobilisations financières

| En KCHF   | 31.12.2014   | 31.12.2013   | Ecart       | Ecart 2013-2014 |
|---|--------------|--------------|-------------|-----------------|
| Garanties de loyer                              | 431          | 439          | -1.8%       | -8              |
| Réserve légale HLM                              | 1'104        | 1'011        | 9.1%        | 92              |
| <b>Total autres immobilisations financières</b> | <b>1'535</b> | <b>1'451</b> | <b>5.8%</b> | <b>84</b>       |

**Garanties de loyers** : ce poste comprend essentiellement les garanties bancaires déposées par l'Hospice général en faveur de bailleurs. Ces garanties concernent des appartements loués par des usagers de l'action sociale (comptes bancaires de cautions bloquées jusqu'au remboursement de la garantie par l'usager ou la fin du contrat de bail). Depuis 2003, l'Hospice général a mis en place un système de cautionnement solidaire et les montants mis en garantie diminuent chaque année.

Par ailleurs, les garanties bancaires mises en place par l'institution pour les immeubles d'exploitation qu'elle loue pour ses propres besoins figurent aussi dans ce poste.

**Réserve légale HLM** : cette position enregistre les avoirs bancaires correspondants aux fonds de réserve pour travaux HLM. A fin 2014, ne subsistent que 2 réserves sur ce compte : Clair-Matin (924 KCHF) et la réserve de copropriété Glacis de Rive (180 KCHF).

## A1-4 – Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles (CHF)

|   | Valeur brute<br>01.01.2014 | Investissements<br>2014 | Cessions /<br>mise en<br>œuvre /<br>transferts<br>2014 | Valeur<br>brute<br>31.12.2014 | Amort.<br>cumulés<br>01.01.2014 | Amortissements<br>Reclassements<br>2014 | Cessions /<br>Reclassements<br>2014 | Amort.<br>cumulés<br>31.12.2014 | Valeur<br>nette<br>01.01.2014 | Valeur<br>nette<br>31.12.2014 |
|---|----------------------------|-------------------------|--|-------------------------------|---------------------------------|---|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| LICENCES                                  | 4236'049                   | 344'530                 | (1'19'040)   | 4'461'539                     | (2'525'902)                     | (1'031'478)                             | 19'7846                             | (3'359'534)                     | 171'0147                      | 1'102'005                     |
| DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES TERMINES     | 273'1735                   | (61'945)                | 2'669'789  | 2'669'789                     | (2'477'172)                     | (254'953)                               | 61'945                              | (2'669'789)                     | 254'953                       | -                             |
| DEVELOPPEMENTS INFORMATIQUES              | 151'436                    |                         | (104'589)  | 46'847                        | -                               |   |                                     | -                               | 151'436                       | 46'847                        |
| <b>Total Immobilisation incorporelles</b> | <b>7119'220</b>            | <b>344'530</b>          | <b>(285'575)</b>                                       | <b>7'178'175</b>              | <b>(5'005'074)</b>              | <b>(1'286'041)</b>                      | <b>259'792</b>                      | <b>(6'028'323)</b>              | <b>2'116'146</b>              | <b>1'148'852</b>              |

Ce poste comptabilise les licences acquises ou les développements informatiques financés pour la plus grande partie par la subvention d'investissement (crédit de programme 2011-2014- voir A1-13).

## A1-5 – Immobilisations corporelles

Matériel, mobilier, véhicules, informatique (CHF)

|  | Valeur brute<br>01.01.2014 | Investissements<br>2014 | Cessions/<br>mise en<br>œuvre/<br>transferts<br>2014 | Valeur<br>brute<br>31.12.2014 | Amort.<br>cumulés<br>01.01.2014 | Amortissements<br>Reclassements<br>2014 | Cessions /<br>Reclassements<br>2014 | Amort.<br>cumulés<br>31.12.2014 | Valeur<br>nette<br>01.01.2014 | Valeur<br>nette<br>31.12.2014 |
|--|----------------------------|-------------------------|--|-------------------------------|---------------------------------|---|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| MATERIEL & MACHINES                                      | 1786'112                   | 42'176                  | (1'311'115)  | 517'173                       | (1'642'102)                     | (41'566)                                | 1'311'115                           | (371'745)                       | 144'011                       | 145'428                       |
| MATERIEL INFORMATIQUE (HARDWARE)                         | 4'397'754                  | 226'426                 | (324'252)  | 4'299'927                     | (2'613'284)                     | (731'368)                               | 350'036                             | (2'994'616)                     | 1'794'470                     | 1'305'311                     |
| MOBILIER   | 1'716'840                  |                         | (87'5754)  | 841'087                       | (1'304'440)                     | (97'400)                                | 875'754                             | (62'6087)                       | 412'400                       | 315'000                       |
| VEHICULES  | 626'834                    | 4'204                   |  | 631'038                       | (626'834)                       | (210)                                   |                                     | (62'7044)                       | 0                             | 3'994                         |
| <b>Total Matériel, mobilier, véhicules, informatique</b> | <b>8'527'540</b>           | <b>272'806</b>          | <b>(2'511'122)</b>                                   | <b>6'289'224</b>              | <b>(6'186'659)</b>              | <b>(870'544)</b>                        | <b>2'536'905</b>                    | <b>(4'519'491)</b>              | <b>2'340'880</b>              | <b>1'769'732</b>              |

- Matériel et machines : achat de matériel hors informatique.

- Matériel informatique : cette position augmente des investissements financés ou non par la subvention ad hoc (Voir point précédent)

- Mobilier : pas d'investissement dans ce domaine en 2014.

- Véhicules : achat de scooter en 2014.

## A1-6 – Immeubles et terrains

**Evaluation globale du parc immobilier = 837mios - Evaluation annuelle 2014 (+12.5 mios).**

- **Immeubles d'exploitation** : immeubles propriété de l'Hospice général mais utilisés pour ses activités d'exploitation propres (siège HG, bureaux, etc...). Il n'y a pas de réévaluation des immeubles d'exploitation dont la valeur n'évolue qu'en fonction des travaux activés et des amortissements spécifiques détaillés par composantes, ainsi que des pertes de valeurs potentielles.

- **Immeubles de placement + terrains en droit de superficie** : pas d'amortissements sur ces actifs et réévaluation annuelle dont le montant figure au compte d'exploitation global sous *résultat d'évaluation*. L'ensemble du parc est évalué chaque année (par tournus tous les 5 ans par une société externe et pour le reste des objets, évaluation en interne selon la méthode DCF, Discounted Cash Flow). **La valeur du parc immobilier de rapport augmente de 7.5 mios, dont 4.1 mios liés à l'activation de travaux et 3.4 mios liés à l'écart d'évaluation.**

Le taux de capitalisation utilisé pour évaluer les objets et produit par une société externe, n'a pas augmenté cette année par rapport à 2013. L'augmentation de valeur du parc est à nouveau principalement le reflet des actions de valorisation (travaux à plus-value, renégociations de loyers, etc...)

| Synthèse de l'immobilier à l'Hospice général (CHF) | Valeur au 01.01.2014 | Amortissements  | Activations       | Réévaluation exercice | Valeur au 31.12.2014 |
|--|----------------------|-----------------|-------------------|-----------------------|----------------------|
| Immeubles de placement                             | 743'929'658          | -               | 4'076'345         | 3'365'990             | 751'371'993          |
| Droits de superficie                               | 47'114'620           | -               | -                 | -                     | 47'114'620           |
| <b>Total Parc de rapport</b>                       | <b>791'044'278</b>   | <b>-</b>        | <b>4'076'345</b>  | <b>3'365'990</b>      | <b>798'486'613</b>   |
| Immeubles d'exploitation                           | 33'466'206           | -927'688        | 5'970'969         | -                     | 38'509'487           |
| <b>Total Immobilier</b>                            | <b>824'510'483</b>   | <b>-927'688</b> | <b>10'047'314</b> | <b>3'365'990</b>      | <b>836'996'100</b>   |

## A1-6-1 Immeubles d'exploitation

| BÂTIMENTS D'EXPLOITATION (CHF)        | BILAN 2013                 |                      | Evolutions 2014         |                     | BILAN 2014       |                            |                      |                         |
|---------------------------------------|----------------------------|----------------------|-------------------------|---------------------|------------------|----------------------------|----------------------|-------------------------|
|                                       | Valeur brute au 31.12.2013 | Fonds Amortissements | Valeur nette 31.12.2013 | Amortissements 2014 | Activations 2014 | Valeur brute au 31.12.2014 | Fonds Amortissements | Valeur nette 31.12.2014 |
| SIEGE HG / COURS DE RIVE 12           | 1307'1130                  | -3'375'441           | 9'695'688               | -350'439            | 0                | 1307'1130                  | -3'725'880           | 9'345'250               |
| CAD / CHAPELLE 22                     | 1302'1809                  | -1'975'874           | 11'045'735              | -163'979            | 0                | 1302'1809                  | -2'139'853           | 10'881'756              |
| CHALET FLORIMONT / GRYON              | 4833'178                   | -1'104'684           | 3'728'494               | -118'901            | 0                | 4833'178                   | -1'223'585           | 3'609'594               |
| NOUVELLE ROSERAIE / ST-LEGIER         | 3'985'888                  | -587'371             | 3'388'526               | -74'763             | 0                | 3'985'888                  | -672'134             | 3'313'763               |
| VILLA GARDIEN - NOUVELLE ROSERAIE     | 495'907                    | -105'295             | 390'613                 | -10'035             | 5'102            | 501'009                    | -115'330             | 385'680                 |
| PRAILLE 41                            | 765'9875                   | -244'2726            | 5'217'149               | -209'572            | 85'250           | 774'5125                   | -2'652'298           | 5'092'827               |
| TRAVAUX EN COURS ACTIVABLES           | 0                          | 0                    | 0                       | 0                   | 5'880'617        | 5'880'617                  | 0                    | 5'880'617               |
| <b>TOTAL IMMEUBLES D'EXPLOITATION</b> | <b>43'067'597</b>          | <b>-9'601'391</b>    | <b>33'466'206</b>       | <b>-927'688</b>     | <b>5'970'969</b> | <b>49'038'566</b>          | <b>-10'529'079</b>   | <b>38'509'487</b>       |

- Immeubles d'exploitation : immeubles propriété de l'Hospice général mais utilisés pour ses activités d'exploitation propres (siège HG, Foyer AMIG Praille et maisons de vacances).

## A1-6-2 Immeubles de rapport et terrains

| Immeubles de placement              | Valeur<br>01.01.2014 | Activations 2014 | Valeur avant<br>réévaluation | Réévaluation<br>annuelle 2014 | Valeur<br>31.12.2014 |            |
|-------------------------------------|----------------------|------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------------|------------|
| ALPES 20                            | 11'350'000           |                  | 50'000                       | 11'400'000                    | 120'000              | 11'520'000 |
| AMAT 28                             | 20'450'000           |                  |                              | 20'450'000                    | 160'000              | 20'610'000 |
| ASTERS 4                            | 8'050'000            | 97'735           | 8'147'735                    |                               | -47'735              | 8'100'000  |
| BASTIONS 16                         | 7'930'000            | 289'334          | 8'219'334                    |                               | 430'666              | 8'650'000  |
| BERGUES 25                          | 14'280'000           | 24'135           | 14'304'135                   |                               | 5'865                | 14'310'000 |
| BOURG DE FOUR 8 / FAREL 8-10        | 16'370'000           |                  | 16'370'000                   |                               | 540'000              | 16'910'000 |
| CAVOUR 3                            | 4'920'000            |                  | 4'920'000                    |                               |                      | 4'920'000  |
| CHALET LA PERRETTE                  | 570'000              |                  | 570'000                      |                               |                      | 570'000    |
| CHAMPEL 4                           | 13'720'000           |                  | 13'720'000                   |                               | -580'000             | 13'140'000 |
| CHAMPEL 73                          | 13'370'000           |                  | 13'370'000                   |                               | 200'000              | 13'570'000 |
| CHAPONNIERE 14                      | 6'280'000            |                  | 6'280'000                    |                               | -20'000              | 6'260'000  |
| CLAIR-MATIN 10-14                   | 11'090'000           |                  | 11'090'000                   |                               | 20'000               | 11'110'000 |
| CLOCHETTES 12                       | 13'200'000           |                  | 13'200'000                   |                               | 90'000               | 13'290'000 |
| CLUSE 43                            | 6'790'000            |                  | 6'790'000                    |                               |                      | 6'790'000  |
| CONSEIL-GENERAL 12                  | 7'090'000            | 184'411          | 7'274'411                    |                               | 185'589              | 7'460'000  |
| CORNAVIN 22                         | 12'220'000           |                  | 12'220'000                   |                               | 10'000               | 12'230'000 |
| DIME 1-11 / 2-6                     | 19'670'000           |                  | 19'670'000                   |                               | -200'000             | 19'470'000 |
| DUMAS 23-23A                        | 26'210'000           | 248'836          | 26'458'836                   |                               | 981'165              | 27'440'000 |
| FORT-BARREAU 29-31                  | 4'660'000            |                  | 4'660'000                    |                               | 250'000              | 4'910'000  |
| GEORGES-FAVON 41                    | 8'520'000            | 80'350           | 8'600'350                    |                               | 319'650              | 8'920'000  |
| GLACIS-DE-RIVE 5                    | 19'110'000           |                  | 19'110'000                   |                               | -430'000             | 18'680'000 |
| HELVETIQUE 24                       | 8'290'000            | 37'257           | 8'327'257                    |                               | -7'257               | 8'320'000  |
| LEON-GAUD 11                        | 8'900'000            | 146'983          | 9'046'983                    |                               | 203'017              | 9'250'000  |
| MAISONNEUVE 5                       | 5'600'000            |                  | 5'600'000                    |                               | 60'000               | 5'660'000  |
| MARAICHERS 2-4-6                    | 15'070'000           | 25'473           | 15'095'473                   |                               | 144'527              | 15'240'000 |
| MARAICHERS 10-10BIS                 | 13'500'000           | 64'306           | 13'564'306                   |                               | 265'694              | 13'830'000 |
| MARAICHERS 13 / 17                  | 27'340'000           |                  | 27'340'000                   |                               | -30'000              | 27'310'000 |
| MARC-CHARROT 22                     | 1'030'000            |                  | 1'030'000                    |                               | -180'000             | 850'000    |
| MIREMONT 3                          | 7'740'000            | 499'690          | 8'239'690                    |                               | -429'690             | 7'810'000  |
| MOILLEBEAU 35-37                    | 28'900'000           | 174'319          | 29'074'319                   |                               | -174'319             | 28'900'000 |
| MONT-BLANC 24                       | 16'700'000           | 1'653'873        | 18'353'873                   |                               | -1'653'873           | 16'700'000 |
| PEUPLIERS 24BIS                     | 2'750'000            | 23'671           | 2'773'671                    |                               | -23'671              | 2'750'000  |
| POLUZZI                             | 26'790'000           |                  | 26'790'000                   |                               | -240'000             | 26'550'000 |
| RHONE 29                            | 65'990'000           |                  | 65'990'000                   |                               | 1'990'000            | 67'980'000 |
| RICHARD-WAGNER 5                    | 11'070'000           | 128'190          | 11'198'190                   |                               | 511'810              | 11'710'000 |
| SAINT-VICTOR 2                      | 6'480'000            |                  | 6'480'000                    |                               |                      | 6'480'000  |
| SAINTE-CLOTILDE 17-19               | 19'320'000           | 68'082           | 19'388'082                   |                               | -908'082             | 18'480'000 |
| SAINTE-CLOTILDE 21                  | 6'270'000            | 123'816          | 6'393'816                    |                               | 86'184               | 6'480'000  |
| SENEBIER 12                         | 7'150'000            |                  | 7'150'000                    |                               | 420'000              | 7'570'000  |
| SERVETTE 96                         | 11'140'000           |                  | 11'140'000                   |                               | 750'000              | 11'890'000 |
| VERDAINE 9-15 / VALLEE 2            | 53'340'000           | 529'441          | 53'869'441                   |                               | -59'441              | 53'810'000 |
| VESSY CRECHE                        | 9'700'000            |                  | 9'700'000                    |                               | 10'000               | 9'710'000  |
| VESSY MAISON DE GARDIEN             | 1'050'000            |                  | 1'050'000                    |                               | -220'000             | 830'000    |
| VILLAGE-SUISSE 19-23                | 25'390'000           | 243'750          | 25'633'750                   |                               | 136'250              | 25'770'000 |
| V.-SUISSE 30-34/C.-VOGT 32/YVOY 7   | 25'210'000           | 65'245           | 25'275'245                   |                               | -105'245             | 25'170'000 |
| YVOY 1-5                            | 28'010'000           | 152'460          | 28'162'460                   |                               | 667'541              | 28'830'000 |
| YVOY 11-15 / CARL-VOGT 36-38        | 31'290'000           | 142'655          | 31'432'655                   |                               | 117'345              | 31'550'000 |
| ECUREUILS - VILLA THEO/SS-CARAN 37  | 4'576'000            |                  | 4'576'000                    |                               |                      | 4'576'000  |
| LE PONT / OCTROI 11                 | 1'981'000            |                  | 1'981'000                    |                               |                      | 1'981'000  |
| PIERRE GRISE                        | 14'969'000           |                  | 14'969'000                   |                               |                      | 14'969'000 |
| SAVIGNY / MONTAGNE 51-53            | 7'306'000            |                  | 7'306'000                    |                               |                      | 7'306'000  |
| SAVIGNY / VILLA RIGAUD 57           | 1'926'000            |                  | 1'926'000                    |                               |                      | 1'926'000  |
| TRAUVAUX EN COURS ACTIVABLE         | 3'301'658            | -977'665         | 2'323'993                    |                               |                      | 2'323'993  |
| <b>TOTAL IMMEUBLES DE PLACEMENT</b> | <b>743'929'658</b>   | <b>4'076'345</b> | <b>748'006'003</b>           | <b>3'365'990</b>              | <b>751'371'993</b>   |            |

### - Activations 2014 : CHF 4.1 mios

Il s'agit des travaux de rénovation effectués sur le parc de rapport durant l'année écoulée.

### - Ecart d'évaluation : CHF 3.4 mios

- o Méthode DCF (Voir notes annexe A0) tenant compte des états locatifs projetés ainsi que des travaux de rénovation à venir.
- o Les propriétés louées à la FOJ sans bénéfice (Ecureuils - Le Pont - Pierre Grise - Savigny) sont évaluées selon la méthode de la valeur intrinsèque (coût de construction et prix de terrain) et ne font pas partie du tournus annuel de réévaluation. Il est cependant prévu qu'ils fassent tous l'objet d'une réévaluation par Acanthe à fin 2015.

| Droits de superficie              | Valeur DCF        | Réévaluation     |               | Valeur DCF        |
|-----------------------------------|-------------------|------------------|---------------|-------------------|
|                                   | 01.01.2014        | Activations 2014 | annuelle 2014 | 31.12.2014        |
| Vessy EMS                         | 17'050'000        |                  |               | 17'050'000        |
| Yvoy 1                            | 850'000           |                  |               | 850'000           |
| Yvoy 27-29                        | 4'830'000         |                  |               | 4'830'000         |
| Maraichers 11                     | 2'560'000         |                  |               | 2'560'000         |
| Chaudronniers 5                   | 9'800'000         |                  |               | 9'800'000         |
| Chapelle terrain                  | 6'930'320         |                  |               | 6'930'320         |
| Pierre Grise / Domaine            | 534'300           |                  |               | 534'300           |
| Vessy Fondation HLM               | 4'450'000         |                  |               | 4'450'000         |
| Vessy domaine agricole            | 110'000           |                  |               | 110'000           |
| <b>Total Droits de superficie</b> | <b>47'114'620</b> | -                | -             | <b>47'114'620</b> |

#### Evaluation des terrains propriété de l'HG :

Les terrains sont des biens particuliers qui subissent très peu de variations et ne font pas partie du tournus régulier de réévaluation auprès d'Acanthe. La plupart d'entre eux font l'objet d'un droit de superficie (le solde étant en zone agricole).

Le calcul de leur valeur est effectué sur une méthode adaptée de la DCF basée sur l'actualisation de la rente perçue pendant la durée dudit droit.

## A1-7 – Actifs affectés

| En KCHF                      | Total<br>composition<br>fonds affectés | Conradi-Perrard | Mon Havre    | Tissot       | Social       | Peugeot      |
|------------------------------|--|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                              |  | Liquidités      | 386          | 108          | 33           | 228          |
| Titres et placements         | 8'030                                  | 2'196           | 583          |              | 3'541        | 1'710        |
| Immeubles de rapport         | 6'130                                  |                 | 1'570        | 4'560        |              |              |
| Autres actifs/passifs        | 18                                     | 5               | 8            |              | 3            | 2            |
| <b>Total Actifs affectés</b> | <b>14'564</b>                          | <b>2'309</b>    | <b>2'194</b> | <b>4'788</b> | <b>3'547</b> | <b>1'726</b> |

Cette position enregistre la valeur des fonds dont l'Hospice général assure la gestion et dont la contrepartie est au passif (voir note Fonds n° A1-14).

## A1-8 – Dettes à court terme

| En KCHF                              | 31.12.2014    | 31.12.2013    | Ecart        | Ecart 2013-2014 |
|--------------------------------------|---------------|---------------|--------------|-----------------|
| <b>Fournisseurs et créanciers</b>    | <b>2'903</b>  | <b>2'896</b>  | <b>0.2%</b>  | <b>7</b>        |
| CC Gestion usagers ASOC              | 66            | 146           | -54.7%       | -80             |
| <b>CC Cash-Pooling DEAS/HG</b>       | <b>40'497</b> | <b>20'374</b> | <b>98.8%</b> | <b>20'123</b>   |
| Subvention prestations à restituer   | 330           | 84            | 295.1%       | 246             |
| <b>Total dettes financières à CT</b> | <b>40'893</b> | <b>20'604</b> | <b>98.5%</b> | <b>20'290</b>   |
| <b>Total dettes à court terme</b>    | <b>43'796</b> | <b>23'500</b> | <b>86.4%</b> | <b>20'296</b>   |

Fournisseurs et créanciers : ensemble des factures en cours de traitement au bouclage 2014.

Dettes financières à court terme :

- **Compte de gestion usagers** : cette position comptabilise les sommes gérées par l'Hospice général (action sociale) pour le compte de certains usagers pour lesquels nous fournissons une prestation d'assistance à la gestion de leurs dépenses courantes.
- **CC Cash pooling DSE/HG** : compte courant de financement de l'Etat de Genève  
L'Hospice général n'a pas de trésorerie propre (voir poste liquidités très faibles) et l'Etat de Genève alimente l'institution selon les rythmes de versements convenus dans le cadre de la convention « Argent » d'adhésion à la caisse centralisée de l'Etat signée en décembre 2007 (Cash pooling). La contrepartie est un compte courant entre l'Etat et l'HG.

Le solde à fin 2014 a augmenté d'environ 20mios dont 12mios pour le remboursement du fonds de bienfaisance de la ville de Genève et le solde de la subvention à restituer.

**Subvention prestations à restituer** : (voir Etats financiers - Répartition du résultat et subventions)

Fin 2014, le montant de subventions prestations reçues est légèrement supérieur aux charges effectives, ce qui nous amène à restituer à l'Etat 100% du non dépensé soit 330 KCHF (voir note subvention A2-3).

## A1-9 – Passifs transitoires

| En KCHF                           | 31.12.2014    | 31.12.2013    | Ecart         | Ecart 2013-2014 |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|-----------------|
| Produits encaissés d'avance       | 660           | 601 9.8%      |               | 59              |
| Charges à payer prestations       | 9'820         | 12'173 -19.3% |               | -2'353          |
| Charges à payer exploitation      | 5'792         | 8'238 -29.7%  |               | -2'446          |
| <b>Total Passifs transitoires</b> | <b>16'271</b> | <b>21'012</b> | <b>-22.6%</b> | <b>-4'741</b>   |

**Produits encaissés d'avance** : Cette position comprend essentiellement les produits de loyers encaissés d'avance.

**Charges à payer prestations : 9.8 mios**

Cette position (transitoire) comprend notamment l'estimation des charges d'assistance à venir en 2015 et relative à des périodes d'aide 2014 (comptabilisation à l'engagement), ainsi que les factures à recevoir concernant les genevois hors canton, les compléments de placement (Asoc) ou des charges relatives à l'hébergement des requérants d'Asile (travaux en cours dans les foyers, charges de chauffage et d'électricité non facturées pour les centres loués au DU).

**Charges à payer d'exploitation : 5.8 mios**

- Délimitations Ressources humaines (3.5 mios) : charges à payer Plend, heures complémentaires, supplémentaires et vacances non prises.
- Autres délimitations (2.3 mios) : ensemble des autres factures d'exploitation à recevoir (y.c. travaux en cours)

## A1-10 – Emprunts hypothécaires

| Emprunts                                     | Immeuble                | Solde au 01.01.2014 | Evolution annuelle | Solde au 31.12.2014 | Disponible       | Taux     | Taux         | Durée  | Échéance   | Intérêts annuels 2014 |
|--|-------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|------------------|----------|--------------|--------|------------|-----------------------|
| BCGE   | Asters 4                | 5'000'000           |                    | 5'000'000           |                  | Fixe     | 1.80%        | 15 ans | 10.11.2027 | 9'001'2               |
| BCGE   | Bastions 16             | 0                   | 4'000'000          | 4'000'000           |                  | Fixe     | 1.07%        | 10 ans | 19.12.2024 | -                     |
| BCGE   | Bergues 25              | 6'500'000           |                    | 6'500'000           |                  | Fixe     | 1.55%        | 11 ans | 09.11.2023 | 10'07'18              |
| BCGE   | Cavour 3                | 3'000'000           |                    | 3'000'000           |                  | Fixe     | 1.69%        | 13 ans | 10.11.2025 | 5'06'16               |
| BCGE   | Champel 4               | 8'300'000           |                    | 8'300'000           |                  | Fixe     | 2.00%        | 20 ans | 09.11.2032 | 16'57'10              |
| BCGE   | Champel 73              | 2'500'000           |                    | 2'500'000           |                  | Fixe     | 1.99%        | 18 ans | 09.11.2030 | 4'97'69               |
| BCGE   | Champel 73              | 0                   | 4'400'000          | 4'400'000           |                  | Fixe     | 1.66%        | 16 ans | 19.12.2030 | -                     |
| BCGE   | Chaponnière 14          | 3'900'000           |                    | 3'900'000           |                  | Fixe     | 2.66%        | 17 ans | 09.11.2030 | 10'37'93              |
| BCGE   | Clair-Matin 10-12-14    | 7'960'000           |                    | 7'960'000           |                  | Fixe     | 1.93%        | 17 ans | 09.11.2029 | 15'36'68              |
| BCGE   | Clochettes 12           | 8'000'000           |                    | 8'000'000           |                  | Fixe     | 1.74%        | 14 ans | 09.11.2026 | 13'91'04              |
| BCGE   | Cluse 43                | 2'000'000           |                    | 2'000'000           |                  | Fixe     | 2.01%        | 20 ans | 10.11.2032 | 4'02'09               |
| BCGE   | Cluse 43                | 1'540'000           |                    | 1'540'000           |                  | Fixe     | 2.04%        | 20 ans | 10.11.2032 | 3'13'78               |
| BCGE   | Dime 1-11               | 13'000'000          | -130'000           | 12'870'000          |                  | Fixe     | 2.70%        | 20 ans | 06.12.2033 | 35'10'46              |
| BCGE   | Fort-Barreau 29-31      | 420'000             |                    | 420'000             |                  | Fixe     | 3.26%        | 10 ans | 24.03.2016 | 13'70'3               |
| BCGE   | Fort-Barreau 29-31      | 100'000             |                    | 100'000             |                  | Fixe     | 3.70%        | 10 ans | 24.03.2016 | 3'70'3                |
| BCGE   | Georges-Favon 41        | 4'000'000           |                    | 4'000'000           |                  | Fixe     | 1.69%        | 13 ans | 10.11.2025 | 6'74'88               |
| BCGE   | Helvétique 24           | 4'500'000           |                    | 4'500'000           |                  | Fixe     | 1.55%        | 11 ans | 09.11.2023 | 6'97'28               |
| BCGE   | Léon-Gaud 11            | 5'400'000           |                    | 5'400'000           |                  | Fixe     | 1.70%        | 13 ans | 10.11.2025 | 9'18'12               |
| BCGE   | Miremont 3              | 3'800'000           |                    | 3'800'000           |                  | Fixe     | 1.74%        | 14 ans | 09.11.2026 | 6'60'74               |
| BCGE   | Moillebeau 35-37        | 0                   | 3'000'000          | 3'000'000           | 1'500'000        | Fixe     | 0.60%        | 1 an   | 18.12.2015 | -                     |
| BCGE   | Poluzzi                 | 11'300'000          |                    | 11'300'000          |                  | Fixe     | 4.02%        | 20 ans | 03.07.2028 | 45'42'60              |
| BCGE   | Poluzzi                 | 560'000             | -140'000           | 420'000             |                  | Fixe     | 4.02%        | 20 ans | 03.07.2028 | 22'40'3               |
| BCGE   | Praille 41              | 5'200'000           |                    | 5'200'000           |                  | Fixe     | 0.72%        | 1 an   | 11.01.2015 | 42'55'5               |
| BCGE   | Richard-Wagner 5        | 6'300'000           |                    | 6'300'000           |                  | Fixe     | 1.79%        | 15 ans | 09.11.2027 | 11'26'13              |
| BCGE   | Ste-Clotilde 21         | 3'500'000           |                    | 3'500'000           |                  | Fixe     | 1.94%        | 17 ans | 10.11.2029 | 6'79'09               |
| <b>Total BCGE</b>                            |                         | <b>106'780'000</b>  | <b>11'130'000</b>  | <b>117'910'000</b>  | <b>1'500'000</b> |          |              |        |            | <b>2'288'268</b>      |
| UBS  | Bourg-de-Four 8         | 9'072'000           |                    | 9'072'000           |                  | Libor 6M | 0.75%        | 6 mois | 30.01.2015 | 23'56'2               |
| UBS  | Dumas 23-23A            | 3'300'000           |                    | 3'300'000           |                  | Fixe     | 2.37%        | 7 ans  | 15.12.2016 | 79'29'6               |
| UBS  | Marachers 13            | 3'300'000           |                    | 3'300'000           |                  | Libor 6M | 0.70%        | 6 mois | 15.06.2015 | 66'24'8               |
| UBS  | Ste-Clotilde 17-19      | 2'300'000           |                    | 2'300'000           |                  | Fixe     | 3.13%        | 15 ans | 13.12.2024 | 73'11'0               |
| UBS  | Village-Suisse 19-21-23 | 3'400'000           |                    | 3'400'000           |                  | Fixe     | 3.13%        | 15 ans | 13.12.2024 | 10'78'98              |
| UBS  | Yvoy 11-13-15           | 3'800'000           |                    | 3'800'000           | 407'000          | Fixe     | 2.74%        | 10 ans | 16.12.2019 | 10'55'66              |
| UBS  | Yvoy 1-3-5              | 3'600'000           |                    | 3'600'000           |                  | Fixe     | 2.74%        | 10 ans | 16.12.2019 | 10'00'10              |
| UBS  | Divers                  | 6'963'000           |                    | 6'963'000           |                  | Libor 6M | 0.75%        | 6 mois | 31.01.2015 | 31'08'8               |
| UBS  | Divers                  | 1'858'000           |                    | 1'858'000           |                  | Fixe     | 3.13%        | 15 ans | 13.12.2024 | 58'96'3               |
| <b>Total UBS</b>                             |                         | <b>37'593'000</b>   | <b>0</b>           | <b>37'593'000</b>   | <b>407'000</b>   |          |              |        |            | <b>645'740</b>        |
| CS   | Rhône 29                | 9'830'000           |                    | 9'830'000           |                  | Fixe     | 3.70%        | 25 ans | 21.04.2031 | 36'37'10              |
| MIGROS                                       | Maisonneuve 5           | 720'000             |                    | 720'000             |                  | Fixe     | 2.95%        | 10 ans | 30.06.2015 | 21'24'0               |
| <b>Total autres établissements bancaires</b> |                         | <b>48'143'000</b>   | <b>0</b>           | <b>48'143'000</b>   | <b>407'000</b>   |          |              |        |            | <b>1'030'690</b>      |
| <b>Total Parc HG</b>                         |                         | <b>154'923'000</b>  | <b>11'130'000</b>  | <b>166'053'000</b>  | <b>1'907'000</b> |          | <b>2.08%</b> |        |            | <b>3'318'958</b>      |

|                                     |       |
|-------------------------------------|-------|
| Taux moyen pondéré sur Parc HG 2014 | 2.08% |
| Taux moyen pondéré sur Parc HG 2013 | 2.25% |

### Renouvellement des hypothèques :

Bénéficiant de taux historiquement bas, la majorité des échéances a été fixée sur du long terme (>10 ans), en respectant un rythme annuel d'environ 10 mios par an à compter de 2023. Cependant, nous avons aussi saisi l'opportunité des taux libor à court terme sur certaines de nos opérations.

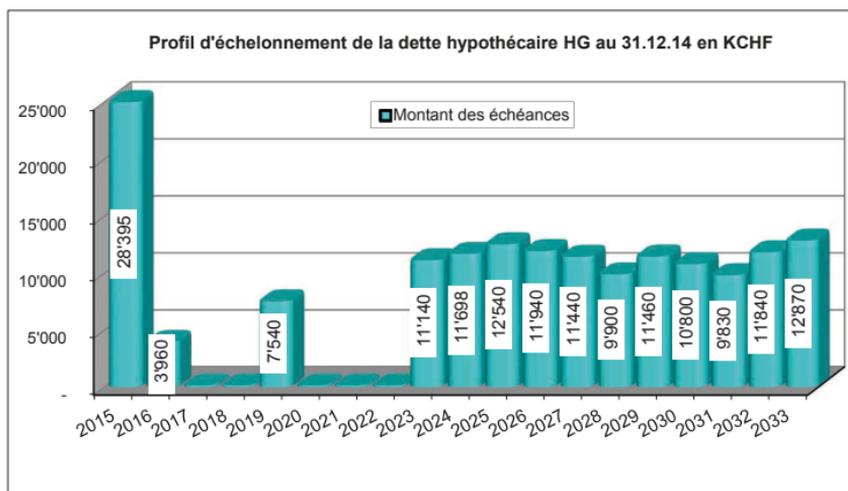
Compte tenu des taux actuels, notamment dans le cadre du renouvellement des hypothèques 2012-2013, et de la proportion de prêts à court terme, on enregistre une diminution du **taux moyen pondéré qui se situe à 2.08%** à fin 2014.

### Financements 2014 :

L'endettement total est en augmentation de 11.13 mios en raison du financement des travaux achevés en 2014 (voir détail activations parc de rapport).

Les montants de crédit accordés nous laissent un disponible de 1.9 mios, destinés à financer les travaux futurs.

Profil d'échelonnement de la dette hypothécaire HG au 31.12.14 en KCHF



**SITUATION DES CEDULES HYPOTHECAIRES au 31.12.2014**

En CHF

| Immeuble                               | Juste valeur des actifs | Cédules mises en gage | Cédules 1er rang       | Détenteur | Cédules 2e rang  | Détenteur |
|--|-------------------------|-----------------------|------------------------|-----------|------------------|-----------|
| Cours de Rive 12                       | 9'345'250               | 3'500'000             | 3'500'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Praille 41                             | 5'880'617               | 3'000'000             | 6'500'000              | BCGE      | 0                | -         |
| <b>Immeubles d'exploitation</b>        | <b>15'225'867</b>       | <b>6'500'000</b>      | <b>10'000'000</b>      | -         | <b>0</b>         | -         |
| Alpes 20                               | 11'520'000              | -                     | 350'000                | HG        | 0                | -         |
| Amat 28                                | 20'610'000              | -                     | 8'800'000              | HG        | 0                | -         |
| Asters 4                               | 8'100'000               | 5'000'000             | 5'000'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Bastions 16                            | 8'650'000               | 4'000'000             | 4'000'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Bergues 25                             | 14'310'000              | 6'500'000             | 6'500'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Bourg-de-Four 8                        | 16'910'000              | 4'600'000             | 4'600'000              | UBS       | 0                | -         |
| Cavour 3                               | 4'920'000               | 3'000'000             | 3'000'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Champel 4                              | 13'140'000              | 8'300'000             | 8'300'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Champel 73                             | 13'570'000              | 6'900'000             | 6'900'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Chaponnière 14                         | 6'260'000               | 3'900'000             | 3'900'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Clair-Matin 10-12-14                   | 11'110'000              | 10'235'000            | 8'315'000              | BCGE      | 1'920'000        | BCGE      |
| Clochettes 12                          | 13'290'000              | 8'000'000             | 8'000'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Cluse 43                               | 6'790'000               | 4'100'800             | 4'100'800              | BCGE      | 946'300          | HG        |
| Comavin 22                             | 12'230'000              | -                     | 650'000                | HG        | 0                | -         |
| Dime 1-11                              | 19'470'000              | 14'384'184            | 11'687'150             | BCGE      | 2'697'034        | BCGE      |
| Dumas 23-23A                           | 27'440'000              | 7'000'000             | 7'000'000              | UBS       | 0                | -         |
| Fort-Barreau 29-31                     | 4'910'000               | 625'000               | 625'000                | BCGE      | 0                | -         |
| Georges-Favon 41                       | 8'920'000               | 4'000'000             | 4'000'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Glacis-de-Rive 5                       | 18'680'000              | -                     | 3'885'180              | HG        | 0                | -         |
| Helvétique 24                          | 8'320'000               | 4'500'000             | 4'500'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Léon-Gaud 11                           | 9'250'000               | 5'400'000             | 5'400'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Maisonneuve 5                          | 5'660'000               | 1'580'000             | 1'580'000              | MIGROS    | 0                | -         |
| Maraîchers 2-4-6                       | 15'240'000              | -                     | 3'500'000              | HG        | 0                | -         |
| Maraîchers 13                          | 27'310'000              | 6'300'000             | 6'300'000              | UBS       | 800'000          | HG        |
| Marc-Charrot 22                        | 850'000                 | -                     | 220'000                | HG        | 0                | -         |
| Miremont 3                             | 7'810'000               | 3'800'000             | 3'800'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Moillebeau 35-37                       | 28'900'000              | 6'116'000             | 6'116'000<br>1'000'000 | HG        | 1'884'000        | HG        |
| Mont-Blanc 24                          | 16'700'000              | -                     | 700'000                | HG        | 0                | -         |
| Peupliers 24Bis                        | 2'750'000               | -                     | 715'000                | HG        | 0                | -         |
| Poluzzi                                | 26'550'000              | 12'700'000            | 12'700'000             | BCGE      | 0                | -         |
| Rhône 29                               | 67'980'000              | 9'830'000             | 9'830'000              | CS        | 0                | -         |
| Richard-Wagner 5                       | 11'710'000              | 6'300'000             | 6'300'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Sénébier 12                            | 7'570'000               | -                     | 1'000'000              | HG        | 0                | -         |
| Ste-Clotilde 17-19                     | 18'480'000              | 4'000'000             | 4'000'000              | UBS       | 0                | -         |
| Ste-Clotilde 21                        | 6'480'000               | 3'500'000             | 3'500'000              | BCGE      | 0                | -         |
| Vallée 2 / Verdaine 9-15               | 53'810'000              | -                     | 12'350'000             | HG        | 0                | -         |
| Village-Suisse 19-21-23                | 25'770'000              | 5'700'000             | 5'700'000              | UBS       | 0                | -         |
| Village-Suisse 30-32-34                | 25'170'000              | -                     | 1'858'000              | HG        | 0                | -         |
| Yvoy 1-3-5                             | 28'830'000              | 6'600'000             | 6'600'000              | UBS       | 0                | -         |
| Yvoy 11-13-15                          | 31'550'000              | 6'600'000             | 6'600'000              | UBS       | 0                | -         |
| <b>Immeubles de rapport</b>            | <b>667'519'999</b>      | <b>173'470'984</b>    | <b>203'882'130</b>     |           | <b>8'247'334</b> |           |
| <b>Total (exploitation et rapport)</b> | <b>682'745'866</b>      | <b>179'970'984</b>    | <b>213'882'130</b>     |           | <b>8'247'334</b> |           |

## A1-11 – Autres fonds étrangers

| En KCHF                               | 31.12.2014   | 31.12.2013    | Ecart         | Ecart 2013-2014 |
|---------------------------------------|--------------|---------------|---------------|-----------------|
| Subventions à restituer               |              | 4766          | n.d.          | -4766           |
| Fonds de bienfaisance Ville de Genève |              | 7765          | n.d.          | -7765           |
| Acomptes - garanties loyers           | 2'333        | 2'164         | 7.8%          | 169             |
| Fonds divers usagers                  | 219          | 201           | 9.3%          | 19              |
| <b>Total Autres fonds étrangers</b>   | <b>2'553</b> | <b>14'896</b> | <b>-82.9%</b> | <b>-12'343</b>  |

**Subventions à restituer** : solde non dépensé de la subvention de fonctionnement du mandat de prestation 2010-2013 (part Etat de Genève) restitué le 28.08.2014.

**Fonds de bienfaisance** : emprunt à long terme contracté auprès de la Ville de Genève (ex fonds de bienfaisance) et restitué le 23.12.2014 selon convention entre l'HG et la Ville de Genève

**Garanties de loyers** : ce poste est essentiellement constitué des garanties de loyers déposées en faveur d'usagers d'action sociale et des retenues Cautions Loyers (RCL) des usagers AMIG.

**Fonds divers usagers** : montants versés par des institutions externes (Chaîne du Bonheur, Fondation Wilsdorf, etc.) en faveur d'usagers pour la prise en charge de frais n'entrant pas dans le périmètre d'assistance de l'Hospice général. L'institution ne sert que de transitaire pour ces opérations.

## A1-12 – Provisions

| En KCHF  | 01.01.2014   | Constitution | Utilisation   | Dissolution | 31.12.2014 |
|--|--------------|--------------|---------------|-------------|------------|
| Provision pour engagements RH                  | 357          | 391          | -478          | -37         | 233        |
| Provision pour risque contractuel ou juridique | 882          | 50           | -773          | -109        | 50         |
| <b>Total Provisions</b>                        | <b>1'239</b> | <b>441</b>   | <b>-1'251</b> | <b>-146</b> | <b>283</b> |

**Provisions pour engagements RH** : cette position comprend les provisions pour litiges en cours.

**Provisions pour risque contractuel ou juridique** : cette position consiste en une provision de KCHF 50 constituée suite à l'incendie des Tattes qui s'est déclaré le 17.11.2014. Cette provision a été constituée en vue de couvrir les frais juridiques découlant de cet événement. les autres impacts financiers potentiels étant à ce jour couverts par les assurances de l'Hospice (RC entreprise, RC dirigeants, RC ménage). En 2014, un montant de KCHF 767 a été utilisé pour le paiement de la taxe sur la plus-value de la Chapelle.

## A1-13 – Subventions d'investissement

**Subvention Informatique** : cette position ne comprend que le solde des subventions informatiques non utilisées (méthode des produits différés)

| En CHF  | Licences          | Développements    | Total immobilisations incorporelles | Matériel informatique | Total              |
|---|-------------------|-------------------|-------------------------------------|-----------------------|--------------------|
| <i>Subvention versée</i>                                |                   |                   |                                     |                       |                    |
| Cumul fin 2013  | 3'967'523         | 3'798'085         | 7'765'608                           | 4'208'906             | 11'974'514         |
| En 2014   | 398'088           | -104'589          | 293'499                             | 134'219               | 427'718            |
| <b>A fin 2014</b>                                       | <b>4'365'611</b>  | <b>3'693'496</b>  | <b>8'059'107</b>                    | <b>4'343'125</b>      | <b>12'402'231</b>  |
| <i>Utilisation de la subvention (Produits différés)</i> |                   |                   |                                     |                       |                    |
| Cumul fin 2013  | -2'525'902        | -2'934'713        | -5'460'615                          | -2'613'284            | -8'073'898         |
| En 2014   | -1'031'479        | -254'563          | -1'286'041                          | -722'519              | -2'008'560         |
| <b>Cumul à fin 2014</b>                                 | <b>-3'557'381</b> | <b>-3'189'275</b> | <b>-6'746'656</b>                   | <b>-3'335'802</b>     | <b>-10'082'458</b> |
| <i>Solde net au bilan</i>                               |                   |                   |                                     |                       |                    |
| Cumul fin 2013  | 1'441'621         | 863'372           | 2'304'993                           | 1'595'622             | 3'900'616          |
| En 2014   | -633'390          | -359'152          | -992'542                            | -588'300              | -1'580'842         |
| <b>A fin 2014</b>                                       | <b>808'230</b>    | <b>504'221</b>    | <b>1'312'451</b>                    | <b>1'007'322</b>      | <b>2'319'774</b>   |

| Répartition des subventions versées par crédit programme | CP 2008-2010<br>(L 10.063) | CP 2011-2014<br>(L 10.730) | Total             |
|--|----------------------------|----------------------------|-------------------|
| A fin 2010   | 6'707'639                  |                            | 6'707'639         |
| Tranche 2011   |                            | 2'218'335                  | 2'218'335         |
| Tranche 2012   |                            | 2'342'580                  | 2'342'580         |
| Tranche 2013   |                            | 705'960                    | 705'960           |
| Tranche 2014   |                            | 427'718                    | 427'718           |
| <b>A fin 2014</b>  | <b>6'707'639</b>           | <b>5'694'593</b>           | <b>12'402'232</b> |

## A1-14 – Fonds

### A1-14-1 Fonds affectés

| Fonds affectés (KCHF)       | 31.12.2013    | Revenus des fonds | Utilisation des fonds | Ecarts réévaluation immeubles | 31.12.2014    | Ecarts 2013-2014 |
|-----------------------------|---------------|-------------------|-----------------------|-------------------------------|---------------|------------------|
| FONDS TISSOT                | 4'685         | 69                | (66)                  | 100                           | 4'788         | 2.2% 103         |
| FONDS CONRADI-PERRARD       | 2'177         | 166               | (34)                  |                               | 2'309         | 6.1% 132         |
| FONDS MON HAVRE             | 2'152         | 93                | (42)                  | (10)                          | 2'194         | 1.9% 42          |
| FONDS SOCIAL                | 3'657         | 99                | (209)                 |                               | 3'547         | -3.0% (109)      |
| FONDS PEUGEOT               | 1'686         | 46                | (5)                   |                               | 1'726         | 2.4% 40          |
| <b>Total Fonds Affectés</b> | <b>14'357</b> | <b>473</b>        | <b>(355)</b>          | <b>90</b>                     | <b>14'564</b> | <b>1.4% 207</b>  |

**Définition** : un fonds affecté est un fonds de tiers dont la gestion a été confiée à l'Hospice général par ses fondateurs ou testamentaires. Ils figurent à part égale à l'actif et au passif du bilan. Sa gestion est supervisée par le Conseil d'administration et suivie par des comités ad hoc (voir A0).

**Comptabilisation** : le tableau ci-dessus montre l'évolution 2014 du bilan de chacun des Fonds. Conformément aux normes IPSAS et afin de les identifier, les utilisations des fonds affectés (attributions et frais de gestion) figurent au compte de résultat en charges et sont équilibrés par montant de produit d'utilisation identique (impact nul au compte de résultat)

#### > FONDS TISSOT

**Constitution** : immeuble Rue Prairie.

**But du fonds** : fonds destiné à des personnes aveugles ou malvoyantes.

**Immeuble** : l'immeuble a été réévalué à CHF 4,52 mios.

**Revenus** : 69 KCHF (169KCHF provenant de revenus immobiliers sous déduction d'un remboursement hypothécaire pour KCHF 100).

**Utilisations** : 66 KCHF (dont attributions directes : 59 KCHF pour des aides matérielles et administratives à des personnes aveugles ou malvoyantes, frais de gestion : 7 KCHF).

#### > FONDS CONRADI-PERRARD

**Constitution** : portefeuille de titres.

**But du fonds** : fonds utilisé au bénéfice direct des jeunes pris en charge par l'Hospice général.

**Revenus** : 166 KCHF liés aux gains financiers sur le portefeuille de titres.

**Utilisations** : 34 KCHF (dont attributions directes : 28 KCHF notamment pour le projet d'aménagement de l'espace enfants à Anières (6 KCHF), les ateliers Bricolos (15 KCHF) ou les animations pour les mineurs non accompagnés (5 KCHF), frais de gestion : 6 KCHF).

#### > FONDS MON HAVRE

**Constitution** : portefeuille de titres et un immeuble.

**But du fonds** : fonds destiné à l'amélioration des conditions de logement des personnes âgées.

**Immeuble** : l'immeuble a été réévalué à CHF 1,57 mios.

**Revenus** : 93 KCHF (dont 53 KCHF liés aux revenus immobiliers et 8 KCHF de gains liés aux titres).

**Utilisations** : 42 KCHF (dont attributions directes : 34 KCHF pour financer des séjours à thème dans les Maisons de vacances, frais de gestion : 8 KCHF).

#### > FONDS SOCIAL

**Constitution** : portefeuille de titres.

**But du fonds** : fonds visant à aider toute personne dans le besoin lorsque les autres moyens d'aide ont été épuisés (subsidiarité).

**Revenus** : 99 KCHF (essentiellement des gains financiers liés au portefeuille de titres).

**Utilisations** : 209 KCHF (dont attributions pour un montant global de 158 KCHF, frais de gestion 51 KCHF).

#### > FONDS PEUGEOT

**Constitution** : portefeuille de titres.

**But du fonds** : fonds dont le capital et les intérêts sont destinés à financer des actions collectives sociales, de prévention, d'information et de communication.

**Revenus** : 46 KCHF (gains financiers liés au portefeuille de titres).

**Utilisations** : 5 KCHF de frais de gestion (pas d'attribution en 2014).

## A1-14-2 Dons et Legs affectés

| Dons et legs (KCHF)                 | 31.12.2013   | Augmentations<br>des dons et legs | Diminutions des<br>dons et legs | 31.12.2014   |
|-------------------------------------|--------------|-----------------------------------|---------------------------------|--------------|
| DON BOURSE DE GENEVE                | 5            |                                   |                                 | 5            |
| DON FONDATION C. RIGOT              | 1            |                                   |                                 | 1            |
| DON RICHEMONT INTERNATIONAL SA      | 40           |                                   | -31                             | 9            |
| DON DIVERS PROJETS COLLECTIFS USAGE | 55           | 66                                | -54                             | 68           |
| DON NOUVELLE-ROSERAIE               | -0           | 1                                 |                                 | 1            |
| DON CHALET FLORIMONT                | 0            | 1                                 |                                 | 1            |
| DON CAD                             |              | 31                                | -31                             |              |
| DON ANONYME                         |              | 30                                | -15                             | 15           |
| DON FONDATION MANPOWER              | 6            |                                   |                                 | 6            |
| DON PIERRE VALANDRE                 | 217          |                                   |                                 | 217          |
| DON FONDATION OECHSLIN              | 220          |                                   | -137                            | 84           |
| DON FONDATION ALETHEIA              | 54           | 20                                | -34                             | 40           |
| DON FONDATION MAGISTRA ET CICOTTI   | 12           |                                   |                                 | 12           |
| DON WILSDORF                        |              | 78                                | -78                             |              |
| SUCCESSION SALB                     | 95           |                                   |                                 | 95           |
| SUCCESSION MACGUIRE                 | 47           |                                   | -32                             | 15           |
| FONDS ECKERT                        | 1'043        |                                   | -19                             | 1'023        |
| <b>Total Dons et legs</b>           | <b>1'795</b> | <b>227</b>                        | <b>-431</b>                     | <b>1'591</b> |

**Principe** : les dons et legs affectés correspondent aux dons reçus par l'institution au fil du temps et affectés à une utilisation spécifique (généralement actions collectives pour bénéficiaires HG).

**Comptabilisation** : les attributions et utilisations des dons affectés figurent au compte de résultat en charges et en produits pour un montant identique (431 KCHF)

**Augmentations des dons et legs** : correspond aux dons reçus en 2014 par l'institution et dont l'affectation pouvait être identifiée. Pour les dons n'ayant pas d'affectation spéciale, l'institution propose aux donateurs d'affecter leurs dons à des actions collectives à destination des usagers. Ces dons sont comptabilisés dans le « Dons divers collectif usagers ».

**Utilisations** : les dons ont été utilisés à divers projets collectifs spécifiques à destination des usagers et qui ne pouvaient être pris en charge dans le cadre du mandat de prestations tels que :

- projet de formation au métier d'auxiliaire de santé (SAFE 1) 31 kCHF,
- aménagement du parc de la Nouvelle Roseraie 102 kCHF,
- financement de rabais sur les séjours dans les maisons de vacances 50 kCHF,
- manifestation CAD Factory 63 kCHF,
- achat de deux bus pour les Maisons de vacances 78 kCHF,
- financement des ateliers gestion d'un budget et désendettement 23 kCHF,
- paniers santé (Contrepoids 2) 11 kCHF etc.

## A2 – Notes complémentaires

### A2-1 – Instruments financiers

#### Actifs et passifs financiers par catégories (KCHF)

|   | Notes<br>ou<br>pages | Prêts et créances |               | Actifs financiers<br>détenus jusqu'à<br>l'échéance |               | Autres passifs<br>financiers |                | Total          |                |
|---|----------------------|-------------------|---------------|--|---------------|------------------------------|----------------|----------------|----------------|
|   |                      | 31.12.2013        | 31.12.2014    | 31.12.2013   | 31.12.2014    | 31.12.2013                   | 31.12.2014     | 31.12.2013     | 31.12.2014     |
| Liquidités                                      | Page 10              | 1'282             | 1'802         |  |               |                              |                | 1'282          | 1'802          |
| Débiteurs                                       | A1-1                 | 15'058            | 17'825        |  |               |                              |                | 15'058         | 17'825         |
| <b>ACTIFS COURANTS</b>                          |                      | <b>16'340</b>     | <b>19'627</b> |  |               |                              |                | <b>16'340</b>  | <b>19'627</b>  |
| Créances, contentieux et indûment perçu         | A1-1-4               | 11'346            | 12'140        |  |               |                              |                | 11'346         | 12'140         |
| Avances AI/SPC                                  | A1-1-5               | 19'720            | 18'924        |  |               |                              |                | 19'720         | 18'924         |
| Autres immobilisations financières              | A1-3                 |                   |               | 1'451  | 1'535         |                              |                | 1'451          | 1'535          |
| Actifs affectés                                 | A1-7                 |                   |               | 14'357   | 14'564        |                              |                | 14'357         | 14'564         |
| <b>ACTIFS NON COURANTS</b>                      |                      | <b>31'066</b>     | <b>31'064</b> | <b>15'808</b>                                      | <b>16'099</b> |                              |                | <b>46'874</b>  | <b>47'163</b>  |
| Dettes à court terme (fournisseurs, créanciers) | Page 11              |                   |               |  |               | 2'896                        | 2'903          | 2'896          | 2'903          |
| Dettes financières à court terme                | A1-8                 |                   |               |  |               | 20'604                       | 40'893         | 20'604         | 40'893         |
| <b>PASSIFS COURANTS</b>                         |                      |                   |               |  |               | <b>23'500</b>                | <b>43'796</b>  | <b>23'500</b>  | <b>43'796</b>  |
| Dettes à long terme                             | Page 11              |                   |               |  |               | 167'454                      | 166'053        | 167'454        | 166'053        |
| Fonds affectés                                  | A1-14                |                   |               |  |               | 16'228                       | 16'231         | 16'228         | 16'231         |
| Autres fonds étrangers                          | A1-11                |                   |               |  |               | 2'365                        | 2'553          | 2'365          | 2'553          |
| <b>PASSIFS NON COURANTS</b>                     |                      |                   |               |  |               | <b>186'047</b>               | <b>184'837</b> | <b>186'047</b> | <b>184'837</b> |

## A2-2 – Gestion des risques financiers

### ➤ Risque sur Financements externes (Hypothèques) – Voir Point A1-10

La stratégie de gestion de la dette, pilotée par le comité immobilier et validée par le Conseil d'administration se fonde sur les principes suivants :

- la totalité des travaux et développement du parc de rapport est financée par des lignes de crédit hypothécaires garanties par des immeubles du parc. Il n'est fait appel à aucun financement de l'Etat.
- la structure de la dette globale cherchera à garantir un équilibre des échéances à favoriser un recours à des produits de financement traditionnels (prêts à taux fixes). Le taux variable n'est utilisé que sur des emprunts à court terme et pendant de brèves périodes de transition.

A fin 2014, la dette totale du parc immobilier se monte à 166 mios soit moins de 20% de la valeur du parc immobilier de l'HG.

### ➤ Risque de taux

Composé en majorité de taux fixes, le taux moyen pondéré constaté à fin 2014 est de 2.08 %, en baisse constante depuis 5 ans.

### ➤ Risque d'échelonnement

Le risque d'échelonnement été pris en compte lors du renouvellement des hypothèques. (Voir A1-10).

### ➤ Risque de crédit (risque débiteurs) – (voir point A1-1)

Une analyse du risque de non remboursement des créances est effectuée sur chacune des positions débitrices de l'institution, en fonction de la nature des débiteurs et de l'estimation de non remboursement ; il fait l'objet le cas échéant d'un abattement de valeur de la créance considérée à l'actif du bilan :

- Débiteurs publics : aucun risque posé sur ces positions (Etat Genève, ODM), sauf si nous avons connaissance d'un événement particulier dans le cadre des accords de prise en charge (exemple : convention Franco-Suisse provisionnée à 100% fin 2014).
- Débiteurs Privés (usagers ou tiers) : le risque est évalué en fonction de la population concernée (usagers d'Action Sociale ou d'Asile, suivis ou non) et en fonction de leur potentiel de remboursement. Cette évaluation du risque donne lieu à un abattement statistique par nature de créance. Par principe, les débiteurs suivis par le service de recouvrement font l'objet d'un abattement de valeur à 100%. En revanche, le risque sur créances loyers du parc de rapport est évalué au cas par cas par les régies.
- Risque sur créances AI : dans ce cas particulier, le risque est évalué à la fois dans l'estimation de la créance (outil de pilotage), mais aussi en fonction des taux constatés de refus de prise en charge de l'Assurance Invalidité. Ces taux sont très fluctuants selon les années et ne dépendent pas d'éléments de notre ressort, ce qui maintient sur cette position une incertitude majeure, qui nous conduit à la prudence. Le choix du taux statistique de non remboursement tient ainsi à la fois compte des constats faits sur les remboursements reçus et des tendances estimées.

### ➤ Risque de liquidité (voir point A1-8)

La trésorerie de l'HG est en cash-pooling automatique avec la Trésorerie générale de l'Etat, dans le cadre de la convention « Argent » signée entre le département des finances et l'institution. Le risque global de liquidité est donc nul. La limite de crédit (Fonds de roulement) actuelle de CHF 45 mios est revue chaque année et peut être dépassée ponctuellement, sans bloquer le mécanisme de versement des prestations (cela peut être le cas lorsque l'Etat tarde à couvrir les besoins Prestations de l'institution via un Crédit complémentaire). La convention « Argent » fait aussi l'objet d'une surveillance spécifique et d'un bilan annuel avec la trésorerie de l'Etat.

### ➤ Risque d'évaluation Immobilier

L'évaluation de notre parc de rapport se fait par tournus (100% du parc est revu tous les 5 ans) par un expert externe, ou à chaque fois que des travaux ou des événements particuliers peuvent venir affecter la valeur d'un immeuble. L'ensemble des autres immeubles est aussi évalué en interne selon la même méthode, et en utilisant un taux de capitalisation validé par l'expert externe.

Conformément à l'IPSAS 16, la méthode choisie est le DCF (Discounted Cash Flow), qui consiste à actualiser les flux financiers futurs sur la base d'un taux de capitalisation qui dépend d'un grand nombre de paramètres intrinsèques au bâtiment (position, état général) mais aussi en grande partie de l'observation du marché immobilier du moment (tendances, valeurs des transactions, coûts des hypothèques...). Ces paramètres externes, ont un impact majeur sur le montant des évaluations, et donc sur le résultat d'évaluation.

Pour exemple : Une variation de +/- 0.3% du taux de capitalisation a un impact de +/- 50 mios sur la valeur du parc de rapport. En 2014, ce taux est resté stable par rapport à 2013.

➤ **Analyse de maturité (KCHF)**

| Au 31.12.2014                                      | Note ou page | <1 an         | 1-2 ans      | 2-5 ans      | >5 ans         | Total réparti  |
|--|--------------|---------------|--------------|--------------|----------------|----------------|
| Dettes à court terme (fournisseurs, créanciers)    | Page 11      | 2'903         |              |              |                | 2'903          |
| Compte courant gestion usagers Asoc                | A1-8         | 66            |              |              |                | 66             |
| Les délimitations ressources humaines (Plend, ...) | A1-9         |               |              | 3'500        |                | 3'500          |
| <b>Fournisseurs et autres créanciers</b>           |              | <b>2'969</b>  | <b>0</b>     | <b>3'500</b> | <b>0</b>       | <b>6'469</b>   |
| Emprunts hypothécaires                             | A1-10        | 28'395        | 4'100        | 7'820        | 125'738        | 166'053        |
| Fonds de bienfaisance Ville de Genève              | Page 11      |               |              |              | -              | -              |
| <b>Emprunts non courants</b>                       |              | <b>28'395</b> | <b>4'100</b> | <b>7'820</b> | <b>125'738</b> | <b>166'053</b> |
| Fonds et Dons affectés                             | Page 11      |               |              |              | 16'231         | 16'231         |
| Autres fonds étrangers                             | A1-11        |               |              |              | 2'553          | 2'553          |
| <b>Autres passifs financiers non courant</b>       |              | <b>0</b>      | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>18'784</b>  | <b>18'784</b>  |

| Au 31.12.2013   |  | <1 an         | 1-2 ans      | 2-5 ans      | >5 ans         | Total réparti  |
|---|--|---------------|--------------|--------------|----------------|----------------|
| Dettes à court terme (fournisseurs, créanciers)         |  | 2'896         |              |              |                | 2'896          |
| Compte courant gestion usagers Asoc                     |  | 146           |              |              |                | 146            |
| Les délimitations ressources humaines (CIA, Plend, ...) |  |               |              | 4'859        |                | 4'859          |
| <b>Fournisseurs et autres créanciers</b>                |  | <b>3'042</b>  | <b>0</b>     | <b>4'859</b> | <b>0</b>       | <b>7'901</b>   |
| Emprunts hypothécaires                                  |  | 24'675        | 4'820        | 8'100        | 117'328        | 154'923        |
| Fonds de bienfaisance Ville de Genève                   |  |               |              |              | 7'765          | 7'765          |
| <b>Emprunts non courants</b>                            |  | <b>24'675</b> | <b>4'820</b> | <b>8'100</b> | <b>125'093</b> | <b>162'688</b> |
| Fonds et dons affectés                                  |  |               |              |              | 16'228         | 16'228         |
| Autres fonds étrangers                                  |  |               |              |              | 2'365          | 2'365          |
| <b>Autres passifs financiers non courant</b>            |  |               |              |              | <b>18'593</b>  | <b>18'593</b>  |

La majorité des engagements à moyen ou long terme au passif sont constitués des hypothèques (Voir ci-dessus), garanties par les immeubles du parc de rapport. En 2014 un prêt de la ville de Genève sans contrepartie (Fonds de bienfaisance) a été remboursé.

En ce qui concerne les fonds affectés et les dons :

- Fonds affectés : ils sont consolidés au niveau des états financiers, mais ne participent pas au résultat de l'institution. Bien que fortement impactés par les variations des marchés de valeurs mobilières (pour ceux qui sont constitués de titres), le seul risque financier réside dans l'incapacité de ces fonds à générer les revenus qui peuvent être sollicités pour attribution.
- Dons et legs affectés : les avoirs des dons et legs affectés ne sont pas placés et sont directement disponibles dans notre trésorerie.

## A2-3 – Subventions canton de Genève

| Subvention canton de Genève                               | 31.12.2014         | BUDGET             | Ecart        | 31.12.2013         | Ecart 2013-2014   |
|---|--------------------|--------------------|--------------|--------------------|-------------------|
| <b>Subvention Prestations Action Sociale (C 03)</b>       | <b>271'366'033</b> | <b>249'865'850</b> | <b>8.6%</b>  | <b>260'294'082</b> | <b>11'071'951</b> |
| Subvention votée  | 249'865'850        | 249'865'850        |              | 226'265'850        | 23'600'000        |
| Subvention complémentaire                                 | 22'000'000         |                    | n. d.        | 34'000'000         | -12'000'000       |
| Subvention à restituer (-) ou couverture de déficit (+)   | -499'817           |                    | n. d.        | 26'232             | -528'049          |
| <b>Subvention Prestations Asile (C 05)</b>                | <b>22'492'641</b>  | <b>19'323'000</b>  | <b>16.4%</b> | <b>19'211'249</b>  | <b>3'281'392</b>  |
| Subvention votée  | 19'323'000         | 19'323'000         |              | 17'823'000         | 1'500'000         |
| Subvention complémentaire                                 | 3'000'000          |                    | n. d.        | 1'500'000          | 1'500'000         |
| Subvention à restituer (-) ou couverture de déficit (+)   | 169'641            |                    | n. d.        | -111'751           | 281'392           |
| <b>Total Subvention DEAS prestations</b>                  | <b>293'858'674</b> | <b>269'188'850</b> | <b>9.2%</b>  | <b>279'505'331</b> | <b>14'353'343</b> |
| <b>Subvention Fonctionnement Action Sociale (C 03)</b>    | <b>64'756'172</b>  | <b>64'453'610</b>  | <b>0.5%</b>  | <b>65'522'782</b>  | <b>-766'610</b>   |
| <b>Subvention Fonctionnement Asile (C 05)</b>             | <b>14'214'770</b>  | <b>14'148'353</b>  | <b>0.5%</b>  | <b>12'853'752</b>  | <b>1'361'018</b>  |
| <b>Total Subvention DEAS Fonctionnement</b>               | <b>78'970'942</b>  | <b>78'601'963</b>  | <b>0.5%</b>  | <b>78'376'534</b>  | <b>594'408</b>    |
| <b>TOTAL SUBVENTION CANTON GENEVE (avant répartition)</b> | <b>372'829'616</b> | <b>347'790'813</b> | <b>7.2%</b>  | <b>357'881'865</b> | <b>14'947'751</b> |

- Subvention Prestations :**

Les subventions prestations de l'HG sont liées à 2 politiques publiques : Action sociale (C03) et Asile (C05).

Les montants comptabilisés en 2014 sont les suivants :

|   | Votée              | Crédit Supp.      | Restit (-) ou<br>Couv Déficit<br>(+) | TOTAL              |
|---|--------------------|-------------------|--------------------------------------|--------------------|
| <b>Subvention Prestations Action Sociale (C 03)</b> | 249'865'850        | 22'000'000        | -499'817                             | 271'366'033        |
| <b>Subvention Prestations Asile (C 05)</b>          | 19'323'000         | 3'000'000         | 169'641                              | 22'492'641         |
| <b>TOTAL SUBVENTION PRESTATIONS</b>                 | <b>269'188'850</b> | <b>25'000'000</b> | <b>-330'176</b>                      | <b>293'858'674</b> |

Les subventions de prestations initialement votées (269.2mios) ont fait l'objet d'un crédit supplémentaire de CHF 25 mios voté en Janvier 2015. Le solde non utilisé de CHF 330'176 sera restitué à l'Etat début 2015 et figure au passif du bilan en dette à court terme.

Les variations principales par rapport au budget sont mentionnées en A0 ainsi que dans le rapport de gestion.

- Subvention Fonctionnement :**

Les dépenses nettes de fonctionnement de l'institution, après imputation des revenus propres, s'élèvent à CHF 80'049'105. Elles sont partiellement couvertes par la subvention de fonctionnement de l'Etat à hauteur de CHF 78'970'942, faisant apparaître un déficit de CHF 1'078'162.

En application de la directive transversale fixant le traitement des « bénéficiaires et pertes des entités subventionnées », ainsi que du mandat de prestations 2014-2017 de l'Hospice général, le manco de fonctionnement (déficit) figure en résultat propre Hospice général et ne peut être imputé à un solde non dépensé pour le moment. Au terme du mandat, le résultat reporté fera l'objet d'une répartition s'il est positif ou sera couvert par la réserve conjoncturelle de l'institution, qui s'élève à 13.3 mios au 31.12.2014, s'il est négatif.

## A2-4 – Résultat immobilier

Le résultat du parc immobilier (CHF 28.2 mios) figure en net dans notre compte d'exploitation.  
Il se décompose comme suit :

| Produits nets - Parc Immobilier HG (KCHF)            |                |                |              | Ecart          |      | Ecart 2013- |              |
|--|----------------|----------------|--------------|----------------|------|-------------|--------------|
|  | 31.12.2014     | BUDGET         |              | 31.12.2013     | 2014 |             |              |
| Loyers & droits de superficie                        | 42'554         | 42'870         | -0.7%        | 41'621         |      |             | 933          |
| Subventions  | 86             | 40             | 115.0%       | 34             |      |             | 52           |
| Recettes diverses                                    | 20             |                | n.d.         | 22             |      |             | -2           |
| Reprises sur provisions                              | 359            | 80             | 349.2%       | 48             |      |             | 312          |
| <b>Total des revenus d'exploitation immobiliers</b>  | <b>43'018</b>  | <b>42'990</b>  | <b>0.1%</b>  | <b>41'724</b>  |      |             | <b>1'294</b> |
| Charges d'exploitation                               | -4'975         | -4'755         | 4.6%         | -4'929         |      |             | -46          |
| Entretien, réparation et rénovations                 | -5'397         | -6'330         | -14.7%       | -5'056         |      |             | -340         |
| Droits de superficie et redevances                   | -100           | -100           |              | -100           |      |             |              |
| Taxes & contributions                                | -28            | -25            | 14.0%        | -38            |      |             | 10           |
| Amortissements                                       | -928           | -930           | -0.2%        | -924           |      |             | -4           |
| Provisions et réserves                               | -100           | -80            | 24.8%        | -795           |      |             | 695          |
| <b>Total des charges d'exploitation immobilières</b> | <b>-11'528</b> | <b>-12'220</b> | <b>-5.7%</b> | <b>-11'842</b> |      |             | <b>314</b>   |
| <b>Résultat d'exploitation immobilier</b>            | <b>31'492</b>  | <b>30'770</b>  | <b>2.3%</b>  | <b>29'883</b>  |      |             | <b>1'608</b> |
| Résultat financier                                   | -3'319         | -3'500         | -5.2%        | -3'409         |      |             | 90           |
| Résultat extraordinaire                              | 32             |                | n.d.         | 642            |      |             | -610         |
| <b>Résultat net immobilier</b>                       | <b>28'205</b>  | <b>27'270</b>  | <b>3.4%</b>  | <b>27'116</b>  |      |             | <b>1'089</b> |

Voir également commentaires Tome 2 p.10 (C-I-3)

## A2-5 – Principaux dirigeants

La notion de principaux dirigeants fait référence à la définition du key management personnel. Les principaux dirigeants sont les membres du Conseil d'administration et du Comité directeur (Direction), dont la liste figure dans les tableaux annexés.

Leur rémunération est fixée selon les conditions légales et statutaires de droit public.

Aucune rémunération n'est accordée à des membres proches de la famille des principaux dirigeants. Aucun prêt individuel n'est accordé aux principaux dirigeants ou à un membre proche de leur famille.

### A. Liste des membres du Conseil d'administration

*Rémunération et jetons de présences*

| Noms, Prénoms                         | Election par                   |
|---------------------------------------|--------------------------------|
| 1. Martin-Achard Pierre (Président)   | Conseil d'Etat                 |
| 2. Apotheloz Thierry (Vice Président) | Communes genevoises            |
| 3. Florinetti Sophie                  | Grand Conseil                  |
| 4. Christian Bavarel                  | Grand Conseil                  |
| 5. Fischer Fabienne                   | Communes genevoises            |
| 6. Girod Bernard                      | Conseil d'Etat                 |
| 7. Eric Bertinat                      | Conseil d'Etat                 |
| 8. Huber Christian                    | Conseil d'Etat                 |
| 9. Vifian Anne                        | Personnel de l'Hospice général |

*MM. Eric Bertinat et Christian Bavarel ont succédé à MM. Léonard Vernet et Rémy Kammermann pendant l'exercice sous revue. Revenus bruts du Conseil d'administration (configuration 2014) hors revenus du personnel et du DEAS non rémunérés : CHF 229'516.-- dont CHF 120'000.-- rémunération Président*

### B. Liste des Directeurs

*Rémunérations sur la base des barèmes / grilles salariales de l'Etat*

| Noms, Prénoms<br>(Au 31/12/2014) | Fonction                           |
|----------------------------------|------------------------------------|
| Girod, Christophe                | Directeur général                  |
| Nicolet, Michel                  | Directeur ASOC                     |
| Daniel-Merkelbach, Ariane        | Directrice AMIG                    |
| Mathieu, Rémy                    | Directeur Finances et Exploitation |
| Stauffer Spuhler, Anaïs          | Directrice des ressources humaines |

*Traitements bruts 2014 du Comité directeur :*

*CHF 1'054'621 dont CHF 267'561 rémunération Directeur général*

## A2-6 – Parties liées

### **Fondation Berthe Bonna-Rapin**

Nature des relations financières entre l'Hospice général et la Fondation : le service immobilier assure le mandat de gestion complète du parc immobilier ainsi que de l'administration de la fondation, contre une rémunération calculée sur la base du temps passé pour l'ensemble des prestations fournies par l'Hospice général pour la gestion courante du parc immobilier (5 immeubles comprenant 33 logements pour un état locatif total de KCHF 724). Pour 2014 ces honoraires se sont élevés à CHF 10'893.40.

Par ailleurs, l'Hospice général nomme 2 des trois membres du conseil de fondation.

La Chapelle 1 et 2 : réalisation d'un projet commun de développement immobilier en 2 phases ; honoraires 2014 du service immobilier CHF 68'083.-

### **Fondation Dr Renée Girod**

Nature des relations financières entre l'Hospice général et la Fondation : le service immobilier assure le mandat de gestion complète d'un immeuble ainsi que l'administration de la fondation contre une rémunération forfaitaire calculée pour l'ensemble des prestations fournies de CHF 5'000.-.

Opérations en cours entre les parties en 2014 : gestion courante du parc immobilier (1 immeuble comprenant 48 logements pour un état locatif de KCHF 315) et lancement d'études communes avec les propriétaires voisins pour la surélévation des bâtiments.

### **Fondation Foyer Handicap**

Dans le cadre de la succession « Gabrielle Sabet », l'Hospice général a été désigné comme dépositaire d'une cédule hypothécaire d'une valeur de CHF 2'000'000.- sur l'immeuble Résidence Gabrielle Sabet, sis Rue des Caroubiers 7, propriété de la Fondation Foyer-Handicap.

Par ce dépôt, l'HG est garant, en cas de cessation d'activité de la Fondation Foyer-Handicap, de la bonne application de la convention signée par la Fondation (ex-association) Foyer-Handicap et Monsieur Gabriel Sabet.

### **Fondation Auguste Roth**

Cette fondation a été créée en 1914 pour gérer un legs fait à l'Hospice général par M. Auguste Roth. Constitué exclusivement de titres, l'actif de la fondation (env. 3.5 mios) génère des revenus affectés au versement de rentes complémentaires aux personnes âgées ou à des projets en lien avec les personnes âgées.

Le comité du fonds se compose de 5 membres dont la majorité est désignée par l'Hospice général, les autres par le Conseil d'Etat. En outre, en cas de dissolution de la fondation, l'actif disponible serait remis à l'Hospice général.

En 2014, la composition du comité du fonds a été modifiée, un nouveau président a été élu et le secrétariat de la fondation a été transféré à l'Hospice général.

### **Subventions non-monétaires**

Il est à noter que, dans le cadre du contrat de prestations entre le Département de la Solidarité et de l'Emploi (DSE) et l'Hospice général, l'Etat de Genève, par l'intermédiaire du Département de l'Urbanisme, met à disposition de l'institution, gratuitement ou à des tarifs préférentiels une villa sis chemin Sapey 7 à Lancy dans le cadre du placement provisoire de familles suisses de retour de l'étranger.

### **Mise à disposition des locaux des CAS**

Les communes hébergeant des CAS (Centre d'Action Sociale) mettent les locaux à disposition de l'Hospice général et de l'IMAD sans contrepartie financière directe mais pour un montant de loyer annuel estimé à KCHF 3'162 qui sont évalués comme suit (méthode d'évaluation commune avec l'IMAD et le DEAS):

- Surfaces nettes totales mises à disposition par les communes = 7.226 m2
- Surfaces brutes = 7.226 m2 x 1.25 = 9.033 m2
- Estimation du loyer équivalent de mise à disposition = 9.033 m2 x 350 Fr/m2 = KCHF 3.162.

Il est à relever que suite aux modifications le 6 novembre 2013 du règlement sur l'établissement des états financiers, entrant en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la comptabilisation de cette information dans les états financiers n'est plus requise et en anticipation celle-ci ne figure donc que dans les annexes.



## **D. Rapport de l'organe de révision**

Au 31 Décembre 2014





**KPMG SA**  
**Audit Suisse romande**  
 111 Rue de Lyon  
 CH-1203 Genève

Case postale 347  
 CH-1211 Genève 13

Téléphone +41 58 249 25 15  
 Téléfax +41 58 249 25 13  
 Internet www.kpmg.ch

Rapport de l'organe de révision au Conseil d'administration de

**Hospice général, Genève**

## Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels présenté dans le tome 1 en page 1 à 50 de l'Hospice général (contrôle ordinaire), comprenant le bilan, le compte d'exploitation, le tableau de flux de trésorerie, la variation des capitaux propres et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2014.

### *Responsabilité du Conseil d'administration*

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

### *Responsabilité de l'organe de révision*

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

### *Opinion d'audit*

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2014 sont conformes aux dispositions légales de la République et Canton de Genève ainsi qu'au règlement sur l'établissement des états financiers (REEF) arrêté par le Conseil d'Etat.



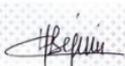
### Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à la directive transversale « présentation et révision des états financiers des entités subventionnées et autres entités paraétatiques » émise par la République et canton de Genève faisant référence à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

KPMG SA



Hélène Béguin  
*Expert-réviseur agréée*  
*Révisure responsable*



Gregory Morel  
*Expert-réviseur agréé*

Genève, le 9 mars 2015